Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

7e congrès national

Novembre - décembre 2006

Bulletin de discussion n° 1

Table des matières

Motion d'organisation du congrès 2
Le Congrès, comment ça marche ? 2
Situation politique 4
Une organisation pour répondre aux enjeux de la situation 8
Orientation 11
Situation politique et stratégie révolutionnaire 16
Dans la jeunesse, pour une orientation syndicale qui réponde aux enjeux de la situation 19
De notre orientation syndicale dans la jeunesse 21
Après les exclusions de l'Unef, comment avancer ? 24
Pour tenter de sortir par le haut des discussions à propos de l'exclusion des camarades 28
Lycées : une intervention prioritaire pour une organisation de jeunesse 30
Pour une organisation révolutionnaire 31

RÉVOLUTION JCR ÉGALITÉ DÉMOCRATIE

Motion d'organisation du congrès

Le congrès des JCR-RED est lancé. Le congrès national aura lieu le week-end des 9 et 10 décembre, les congrès locaux du 18 novembre au 3 décembre. Les délégués seront élus sur la base d'un délégué pour 4 votants et délégué par reste de 2.

Les bulletins de discussion seront clos le 11 octobre à 9h, le 25 octobre à 9h et le 8 novembre à 9h. Une direction nationale votera les textes proposés aux votes des congrès locaux le week-end des 4 et 5 novembre. Une première version sera envoyée avec le premier bulletin de discussion. Il y sera aussi joint un texte expliquant, sur la base des statuts et de cette motion, le fonctionnement d'un congrès.

Une assemblée générale devra être organisée dans chaque section sur la question du congrès avant cette DN.

Pour voter au congrès, il faudra avoir intégré les JCR avant le 8 octobre. Les autres militants auront un droit de vote indicatif.

Des procurations pourront être laissées pour les raisons suivantes : maladie, examens, travail salarié régulier, tâche militante, et pour les lycéens, contrainte familiale. Ils doivent mentionner explicitement les votes (on ne donne pas procuration à une personne).

Le Congrès, comment ça marche ?

Le congrès est l'occasion de discuter de tout (bilan de notre activité depuis le dernier congrès, situation politique nationale et internationale, orientation…). Il ne doit pas y avoir de tabou, on a le droit de discuter de tout ce qu'on veut, même s'il faut bien sûr faire des choix, on n'a pas le temps de parler de tout. À la fin du congrès, on aura voté des textes qui donnent des positionnements de l'organisation sur différentes questions : bilan, situation politique, orientation générale et sur des questions spécifiques.

Le congrès est aussi le moment où on élit la direction de l'organisation (la Direction nationale, qui se réunit tous les deux mois environ, et dont le Bureau national, qui met en place l'orientation décidée par la DN, est issu). Pour élire cette direction, les personnes qui se proposent sont élues sur la base de textes, qu'on appelle plates-formes.

Qui peut participer au congrès ?

Sauf exception, ce sont les camarades qui sont membres de l'organisation depuis plus de deux mois (sinon, ils n'ont tout simplement pas pu suivre les débats). Donc, pour ce congrès, qui ont intégré l'organisation au plus tard le 8 octobre. Petit rappel : sont membres de l'organisation les camarades qui sont à jour de cotisations et abonnés au journal.

Pour voter au congrès, il faut être présent. Des procurations peuvent être faites dans des cas force majeure ; elles mentionnent tous les votes que veut faire l'absent.

Le déroulement général du congrès

Des congrès locaux ont lieu dans les différentes sections (les villes ou regroupements de villes où il y a plus de cinq militants). Il n'y a pas de durée imposée mais, selon le nombre de militants, une journée, deux journées ou plus sont nécessaires.

Tous les votes sont regroupés à la fin du congrès, le même jour.

Aux congrès locaux, on vote sur les différents textes soumis au vote, puis on élit des délégués pour le congrès national, puis des représentants pour la direction nationale.

Les délégués au congrès national débattent pendant plusieurs jours, puis votent sur ces mêmes textes, ou d'autres, qui peuvent être proposés au moment du congrès. Ils élisent ensuite la DN, sur la base de plates-formes.

Un principe général

Tout peut changer à tout moment, il n'y a aucun « mandat impératif » dans l'organisation. C'est-à-dire que, à tout moment, n'importe qui peut proposer que soit soumis au vote un texte ou une motion, présenter une plate-forme élective… Au moment d'un congrès local, au moment du congrès national, entre les deux, etc. Une personne élue peut voter ce qu'elle veut, même si c'est différent de pourquoi elle a été élue, car elle a le droit d'être convaincue par d'autres gens au cours du débat. Sinon, cela ne servirait à rien de faire un congrès national, il suffirait de faire des congrès locaux et d'additionner les votes.

Quel est le rapport entre une plate-forme et un texte soumis au vote du congrès ?

A priori, aucun.

Les textes soumis aux votes du congrès servent à définir l'orientation de l'organisation. Il peut y en avoir autant qu'on veut, sur le bilan, sur la situation politique, l'orientation, des motions, des résolutions, etc. On les vote les uns après les autres ou, si on considère que des textes sont contradictoires les uns avec les autres, on les vote « en contradictoire », c'est-à-dire qu'il y a un vote où on ne peut voter que pour un de ces textes. Avant d'être votés, ils peuvent être amendés (au congrès local comme

au congrès national), c'est-à-dire qu'on peut voter des changements au texte.

Les textes de plates-formes ne sont pas amendables par le congrès. C'est seulement en interne de chaque regroupement de militants qui présente une plate-forme, qu'on les modifie éventuellement. Ces textes ne servent que comme base politique pour élire les délégués au congrès national ou à la DN. Ils peuvent être totalement indépendants des textes définis ci-dessus.

Dans la pratique, comme les plates-formes sont issus de désaccords sur le contenu du texte de congrès, il arrive très fréquemment que les textes de plates-formes soient une partie des textes ci-dessus, voire même des grandes parties ou la totalité. Mais cela n'a rien d'obligatoire.

Concrètement ?

Au congrès local :

1. On élit un bureau de congrès, éventuellement une commission des amendements, une commission des mandats et une commission des candidatures et on vote un ordre du jour. La commission des amendements recense les amendements proposés et ne soumet au vote que ceux qui ne font pas consensus. La commission des mandats vérifie qui peut voter. La commission des candidatures recense les candidatures pour être délégués au congrès local et pour la direction nationale, elle fait des propositions au congrès.

2. On discute selon l'ordre du jour

3. On vote différents textes, en les amendant au préalable, et éventuellement en votant certains de manière contradictoire. Par exemple, pour ce congrès, voilà une proposition de fonctionnement :

- On vote sur le bilan (c'est-à-dire qu'on vote sur d'éventuels amendements, puis « pour, contre, abstention ou ne prend pas part au vote »).

- On vote des amendements aux différents textes de situation politique. On vote les différents textes en contradictoire (ou, si quelqu'un le demande, parce qu'il considère qu'ils ne sont pas contradictoires, l'un après l'autre).

- Même chose pour les textes d'orientation

- On vote les résolutions (LGBT, AFAR, femmes…) et les motions

4. On vote sur les plates-formes : on vote pour la plate-forme A, la B, la C, la D, (ou 1, 2, 3. en fait pour l'instant il n'y a pas de plate-forme déclarée). on s'abstient ou on ne prend pas part au vote. On en déduit un nombre de voix par plate-forme, qui détermine deux types de délégués, que les plates-formes choisissent en faisant des réunions séparément les unes des autres. Premièrement le nombre de délégués pour le congrès national par plate-forme (a priori 1 pour 3 voix et pour un reste de 2). Deuxièmement le nombre de couples pour la DN par plate-forme.

5. Le congrès local élit la délégation pour le congrès dans son ensemble et la proposition de la section pour la DN. Ce vote global, indépendamment des plates-formes a pour objet de bloquer le vote des représentants si il y a eu de la triche.

Entre les congrès locaux et le congrès national…

Afin d'assurer une représentation des plates-formes parfaitement proportionnellement à leurs scores dans les congrès locaux, une réunion a lieu où des délégués sont ajoutés à une partie des plates-formes. Chacune choisit qui sont ces délégués.

Pour le congrès national :

0. La direction nationale et le bureau national sont dissous. Leurs membres ont le droit de parole.

1. Idem

2. Idem

3. Idem, mais il n'y a aucune obligation à ce que l'on vote les mêmes textes que dans les congrès locaux.

4. On vote sur les plates-formes, qui peuvent avoir évolué pendant les débats (reformulations, fusions, scissions…). Les votes peuvent être différents de ce qui a été fait dans les congrès locaux si des délégués ont été convaincus dans le débat. On en déduit un pourcentage pour chaque plate-forme. Chaque plate-forme décide des couples qu'elle veut à la DN, mais en tenant compte de deux critères : elle doit intégrer les couples élus dans les congrès locaux, elle peut simplement en ajouter ; le nombre de couples total est déterminé au consensus ou par un vote aux 2/3. Au final, la DN doit respecter la proportionnelle des plates-formes et représenter les différents secteurs d'intervention.

Situation politique

Texte proposé par la majorité de la commission d'écriture des textes

1. Une nouvelle génération pour la révolution

Aujourd'hui, la jeunesse confirme sa nature de « plaque sensible » c'est-à-dire comme étant le secteur de la population qui révèle et exprime le plus fortement les malaises sociaux et politiques ainsi que les révoltes de la classe ouvrière dans son ensemble.

a) Le rôle de la jeunesse dans la lutte des classes aujourd'hui

1- Depuis la fin des années 90 des dizaines de milliers de jeunes ont fait leur entrée en politique par la grande porte : sur le terrain des luttes. : mouvement altermondialiste, mouvement anti-guerre, mouvement anti-Le Pen, contre la précarité, etc. On assiste à la construction et à l'émergence d'une nouvelle génération militante.

2- Cette année, des mobilisations et des luttes dans la jeunesse, ont eu lieu dans un grand nombre de pays : Danemark, Italie, Grèce, France, Chili… En Europe, la lutte contre le CPE a inspiré les mouvements qui émergeaient dans les autres pays

3- Les jeunes des quartiers populaires n'ont pas été en reste comme le montre la révolte de l'automne 2005. Ce sont alors, les jeunes (et les très jeunes) qui ont été les premiers à réagir face à à la mort des deux jeunes de Clichy et aux provocations de Sarkozy. C'est plus largement contre une situation d'oppression dans les quartiers qu'ils se sont révoltés et qu'ils se sont lancés dans un affrontement avec l'État. Cette révolte n'a pas été soutenue par le mouvement ouvrier, les jeunes se sont retrouvés isolés C'est ce qui a permis au gouvernement d'imposer l'état d'urgence. Ce mouvement a pourtant eu un impact profond sur la jeunesse.

4- La lutte contre le CPE et contre la précarité a rassemblé une grande partie de la jeunesse et en se mobilisant, elle a amené le pays dans une situation de crise sociale et politique aiguë. La question de la grève générale et du départ du gouvernement étaient posées. Cela prouve que les jeunes peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre la classe dirigeante : ils peuvent entraîner une grande partie de la population, notamment les travailleurs, dont la mobilisation est centrale pour transformer la société.

b) Une jeunesse qui se politise

1- Une accumulation d'expérience. La lutte contre le CPE et la précarité s'est appuyée sur l'expérience des principales luttes des jeunes des trois précédentes années. Comme une synthèse à un niveau supérieur…

2- Le mouvement de 2006 a été l'occasion d'une politisation exceptionnelle. Dès le départ, la conscience de la nécessité d'élargir la mobilisation en particulier vers les travailleurs était présente. Le mouvement a pris toute son ampleur après le vote de la loi au parlement, ce qui montre une défiance par rapport aux institutions. Dans les AG les discussions sur le fonctionnement de la société, la précarité, la nécessité d'une alternative ont été nombreuses et on a également assisté à un début de réappropriation des facs et des lycées par les jeunes eux-mêmes, notamment avec les blocages. Les affrontements avec les forces de l'ordre, les actions de blocage ont montré la volonté de confrontation avec le gouvernement et la classe dirigeante.

3-Il existe de réels éléments de politisation dans la jeunesse des quartiers, même s'ils prennent une forme particulière. L'individualisme existe, de la même manière que dans l'ensemble de la société. Mais une culture d'opposition à la société existe, qui passe notamment à travers certaines franges du Hip-hop. Une couche de jeunes, notamment de jeunes scolarisés ou salariés des quartiers se politise en tirant les leçons des luttes depuis un an.

4-Cependant, une coupure existe entre la jeunesse des quartiers et les autres jeunes, comme le prouvent les violences lors des manifs du mouvement lycéen et du mouvement CPE. Les liens existent pourtant : partage de références culturelles communes notamment, situation précaire de plus en plus partagée par l'ensemble des jeunes… La solidarité consciente s'est aussi développée jusqu'à un certain point pendant le mouvement de 2006, avec la revendication largement reprise de l'amnistie, avec les liens entre facs et lycées des quartiers populaires.

5- Le principal problème de la « nouvelle génération », c'est la question de l'organisation. Malgré des luttes déterminées, avec un niveau de politisation relativement élevé, les organisations de jeunesse ne connaissent pas un saut.

c) La prolétarisation de la jeunesse

La situation objective de la jeunesse, c'est qu'elle est de plus en plus organiquement liée avec le prolétariat. Cela se produit par plusieurs biais : les études, le travail, les problèmes matériels. Les études sont de plus en plus professionnelles, par le biais de l'alternance ou par le biais de stages de plusieurs semaines à plusieurs mois. Les jeunes se retrouvent plongés dans le monde du travail et côtoient des salariés. De plus, le contenu des études subi une offensive qui le spécialise. Cette diminution de la formation générale et l'augmentation de la formation spécialisée influent sur la conscience des jeunes.

De plus en plus de jeunes sont amenés à travailler pendant leurs études. Là encore, ils côtoient des travailleurs et leurs préoccupations (salaires, temps de travail, rapports au patron), d'autant plus qu'ils travaillent dans des emplois particulièrement précaires. Cela sans parler des millions de jeunes qui travaillent parce qu'ils ont arrêté leurs études.

Les jeunes qui font des études savent qu'ils auront un emploi salarié. C'est un élément qui revenait lors du mouvement : les jeunes savent de quel côté ils seront lorsqu'ils auront fini leurs étu-

des.

Enfin, les préoccupations matérielles, en terme de coût des transports, de logement, mettent la question de l'argent et du salaire, de plus en plus au centre de leurs préoccupations.

Tous ces éléments objectifs tendent à rapprocher la jeunesse et le monde du travail, cela renforce l'idée d'une solidarité d'intérêts, même si la généralisation de la précarité est aussi un obstacle pour s'organiser et lutter.

Tout cela est vrai pour la grande majorité des jeunes, mais une partie d'entre eux, destinée à occuper de hautes places dans la société, n'a clairement pas les mêmes intérêts que les travailleurs. Ce sont ces jeunes-là qui ont organisé le mouvement antiblocage pendant le mouvement CPE.

2. La situation politique

a) Le système impérialiste en mutation

Le nouveau mode de domination capitaliste et la guerre sans limite

Après la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie avait dû accepter un certain nombre de compromis avec les travailleurs et les peuples opprimés : elle a été obligée de concéder des acquis sociaux importants dans les pays impérialistes, ainsi que l'indépendance nationale aux colonies. À partir de la fin des années 70 la bourgeoisie a engagé une contre-offensive dont l'objectif est de détruire l'ensemble des acquis de la période précédente.

L'effondrement de l'URSS a ouvert une nouvelle période d'offensive de l'impérialisme sur l'ensemble de la planète. Le 11 Septembre a été l'occasion pour l'impérialisme étasunien de déclarer une « guerre sans limite » contre la « terreur ». Il s'agit de construire une nouvelle domination du monde, fondée sur un état de guerre permanent. Cette guerre sans limite se traduit par : une tentative de recolonisation des pays du Sud, la destruction de l'ensemble des acquis sociaux dans les pays riches, et l'évolution de plus en plus autoritaire des régimes politiques, de paire avec le renforcement du racisme et de l'ordre moral.

Les différents impérialismes se livrent une concurrence accrue. Les principales puissances, notamment l'impérialisme étasunien et la France, veulent contrer l'influence et/ou la montée en puissance de la Chine, de la Russie. Les USA veulent utiliser leur avance sur le plan militaire pour s'imposer sur le plan économique, où leur leadership est potentiellement plus contesté.

La grande bourgeoisie qui dirige les pays impérialistes est entrain de précipiter le monde dans la barbarie.

Les difficultés de l'impérialisme étasunien au Moyen-Orient

L'impérialisme US et ses alliés sont en difficultés au Moyen-Orient. L'administration Bush avait mis sur pied le plan Grand Moyen Orient : regagner le contrôle de la région la plus stratégique du monde en raison de ses réserves pétrolières et de sa position stratégique. L'objectif est de renforcer sa présence militaire et de soumettre entièrement les régimes sur place, en démettant les dirigeants récalcitrants et en détruisant les mouvements de résistance, notamment en Palestine et au Liban.

Mais l'administration Bush et son armée sont embourbées en Irak. 5 ans après, l'armée d'occupation ne contrôle pas l'Afghanistan non plus. Et la défaite nette d'Israël, principal allié des USA dans la région face à la résistance libanaise dirigée par le Hezbollah a commencé à redonner confiance aux peuples de la région. Dans ces conditions, Bush et ses alliés n'arrivent pas à attaquer l'Iran et la Syrie.

L'actualité de la révolution en Amérique du Sud

La région du monde où les luttes sont les plus avancées est l'Amérique du Sud. Pendant la crise en Argentine en 2001, le pouvoir était à prendre. Au Venezuela, le gouvernement Chavez pose le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs et du rôle de l'État, tandis qu'en Bolivie, au Mexique ou encore au Brésil, les mobilisations de millions de travailleurs contestent la domination de l'impérialisme étasunien et l'emprise du néolibéralisme.

L'échec de la mobilisation en Argentine, la situation au Venezuela ou encore les victoires de la gauche aux élections dans de nombreux pays d'Amérique du Sud la question de la faiblesse des organisations révolutionnaires et de la rapide intégration des organisations de gauche à l'appareil d'État.

b) La place particulière de la France

Une puissance qui cherche à conserver son rang

La France est une puissance en difficulté, elle est concurrencée jusque dans son précarré, l'Afrique. Elle subit la concurrence des USA mais aussi de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique du Sud…

Cependant, les impérialistes français réagissent : en Afrique, ils tentent de garder la main et n'hésitent pas à multiplier les interventions militaires directes : CI, RDS Congo… La France envoie des troupes au Liban, son ancien protectorat. La France est également un des pays moteur dans la construction d'une force militaire européenne.

Nous ne devons avoir aucune illusion sur les motivations des dirigeants français lorsqu'ils s'opposent à l'impérialisme étasunien : il n'agit que pour protéger ses intérêts, et est aussi capable, lorsqu'elle y voit un intérêt, à se soumettre aux exigences fondamentales de la première puissance, comme en Irak. Et se rendre complice actif de génocide n'a pas été un problème pour le soi-disant « pays des droits de l'homme » comme l'ont prouvé les événements au Rwanda en 1994.

La France : maillon faible de la chaîne impérialiste européenne ?

La France occupe une place particulière en Europe car le niveau de lutte de classe est relativement élevé. Les grèves, les grèves de masse, les luttes des jeunes sont plus nombreuses et plus amples que dans la plupart des pays européens.

Les attaques libérales connaissent en France un retard par rapport à leurs voisins de GB ou d'Allemagne dans la destruction des acquis sociaux. Pour assurer de gros profits, la bourgeoise française doit aller plus vite dans la destruction sociale. Et comme cette volonté de casse de nos droits fait face à une résistance et un manque de légitimité

évident, des explosions sociales, des grèves massives sont possibles et il faut s'y préparer.

c) La crise politique continue

La crise politique actuelle s'approfondit. Elle est le résultat de la confrontation entre les attaques de la classe dirigeante et du développement de la résistance des jeunes et des travailleurs.

Un rapport de forces qui reste clairement défavorable à la classe ouvrière et aux populations opprimées

La classe dirigeante est presque partout dans le monde à l'offensive et elle réussit à faire appliquer un grand nombre de contre-réformes, comme en France où la réforme des retraites, de la sécu, les privatisations de la SNCM, de GDF… s'appliquent malgré les luttes. Les luttes des travailleurs et des opprimés se développent mais restent en majorité défensives. Le niveau de conscience de classe, la conscience que c'est par la lutte collective qu'on peut changer les choses est bien moins développée, surtout dans les principaux pays impérialistes (USA, Allemagne, Japon…), qu'il y a 30 ans.

Ce qui marque réellement une nouvelle période, c'est une accélération des contradictions de classes : la bourgeoise attaque les droits des travailleurs comme jamais depuis l'entre deux guerres, mais face à ces attaques se développent des mobilisations puissantes des travailleurs et de la jeunesse. Ces différentes luttes constituent des expériences qui, cumulées, peuvent conduire à renforcer la conscience de classe et l'organisation des exploités et leur permettre de lancer une contre-offensive, même si nous n'en sommes pas là. De même, dans les pays opprimés, la violence des attaques impérialistes (en particulier au Moyen-Orient) produit des mobilisations de masse qui contribuent à redonner des perspectives de luttes, mais si elles n'ont rencontré une victoire qu'avec la dernière guerre au Liban et que la situation des Palestiniens par exemple est de plus en plus terrible.

Une profonde crise de légitimité du projet libéral

Nous ne sommes plus dans la même situation qu'au début des années 90 où, après la chute du mur de Berlin, le discours dominant consistait à marteler que le capitalisme était le seul système possible, qu'il allait imposer la paix dans le monde et que tout autre projet aboutirait à de nouvelles catastrophes. Le projet libéral de casse de l'ensemble des acquis est délégitimé aux yeux de la grande majorité des populations, comme le prouve la victoire de NON au référendum sur le TCE.

Depuis 94-95, le soulèvement du Chiapas et les grèves de l'hiver 95 en France, la lutte contre le néolibéralisme, la résistance est de nouveau à l'ordre du jour. Les luttes altermondialistes ont largement accrédité l'idée qu'« un autre monde est possible ». Le mouvement anti-guerre a montré que l'opposition à l'impérialisme était massive dans la population mondiale. La crise politique s'approfondit avec le rejet du TCE, les résistances au Moyen Orient et avec le développement des phénomènes pré- ou révolutionnaires en Amérique du Sud. En France, le gouvernement est de plus en plus déstabilisé sous l'impact des luttes sociales et politiques de 2003, 2005 et 2006

En France, un changement de stratégie en cours pour la bourgeoisie

Les tensions entre Chirac et Sarkozy ne sont pas des querelles de personnes. Il existe une discussion, une lutte au sein de la classe dirigeante française sur le rythme auquel il faut donner l'assaut contre les jeunes et les travailleurs. La montée en puissance de Sarkozy et du thème de la « rupture » représente la volonté chez une fraction importante des capitalistes français de s'attaquer frontalement à nos droits et d'infliger dès maintenant une défaite décisive aux travailleurs. Pour cela, cette fraction a besoin de s'appuyer sur les courants d'extrême droite et sur la partie la plus réactionnaire de la population. Le clan Chirac, même s'il a voulu donner des garanties au patronat en lançant l'attaque contre le contrat de travail avec la mise en place du CPE et du CNE, craint que des réformes trop brutales ne causent une révolte trop puissante des travailleurs, tout en cherchant à maintenir la place de la France à l'échelle internationale.

La polarisation politique touche aussi la gauche, où Ségolène Royal monte en puissance et où la majorité des dirigeants étaient favorables à la Constitution Européenne. Dans le cadre de l'accélération des attaques libérales voulue par la bourgeoise, la direction du PS s'est adaptée, est elle-même à l'avant-garde de certaines attaques (éducation, privatisations…) et a approfondi son intégration à l'appareil d'État.

Une capacité de lutte qui reste importante

La contestation du système ne joue pas seulement au niveau idéologique. Malgré les attaques contre les droits des travailleurs, qui sont fortes et rendent les luttes plus difficiles à mener (répression, casse du code du travail…), malgré les occupations militaires, la capacité de lutte des travailleurs, des jeunes et des peuples n'est pas brisée. Depuis 1989, nous n'avons pas subi de défaite décisive, qui repousserait toute riposte d'envergure pour des années et des années. La situation n'est pas évidente, mais elle devient de plus en plus explosive, notamment en certains points du globe. En France, la capacité de la classe ouvrière et des jeunes à se mettre en mouvement est bien réelle et des explosions sociales avec des grèves de masse sont tout à fait possibles dans les prochaines années.

Premières victoires

Ce qui a changé également ces dernières années, c'est que nous avons remporté des victoires significatives. Elles sont partielles, elles n'inversent pas le rapport de forces, elles ne modifient pas la situation du tout au tout. CPE, Liban. Mais elles commencent à redonner confiance dans la lutte collective et elles remettent à l'ordre du jour la nécessité de discuter d'une stratégie pour changer le monde, pour renverser le système.

3. Un nouveau rôle pour les révolutionnaires

a) La gauche : un affaiblissement et une évolution vers la droite

Les courants traditionnels de la gauche, la social-démocratie, le stalinisme, se sont de plus en plus adaptés au néo-

libéralisme et ont déçu les espoirs populaires qui s'étaient portés sur eux. Lorsqu'elles sont au gouvernement, ces forces appliquent le programme de la classe dirigeante.

En France, la gauche est de plus en plus intégrée à l'appareil d'État. Le discours de Ségolène Royal constitue un pas supplémentaire, significatif. Son discours rompt avec les thèmes habituels de la gauche. Elle assume une continuité avec la politique de la droite sur certains points essentiels, et va jusqu'à concurrencer la droite et l'extrême-droite : militarisation de la jeunesse, sévérité en matière de délinquance et d'immigration… Les directions syndicales préparent le terrain à l'arrivée d'un gouvernement de gauche en faisant tout pour empêcher la convergence des luttes.

Les courants traditionnels qui encadraient les travailleurs et les mouvements sociaux sont fortement affaiblis. Ils ne sont pas morts et continuent à représenter les forces politiques dominantes à gauche. Mais une grande partie des masses populaires ne se reconnaît plus dans leur programme et n'est plus organisée par elles, mêmes si au niveau électoral, elles ont toujours une crédibilité en tant que moyen de sanctionner la droite. Les directions syndicales, quant à elles, même s'il leur arrive d'être débordées, en particulier dans la jeunesse, parviennent encore à maintenir les luttes dans des cadres acceptables pour la classe dirigeante.

b) Un décalage entre le niveau de lutte et le niveau de conscience/organisation

Les luttes sont parfois massives, mais il existe un décalage important avec la traduction sur le plan de la conscience politique. Les jeunes et les travailleurs qui luttent et qui parfois même gagnent ne sont pas automatiquement convaincus de s'organiser ou ne s'identifient pas automatiquement à la gauche révolutionnaire. Même après le mouvement de 2006 en France, l'Unef a connu un développement de 20 % supplémentaires, mais cela ne correspond toujours qu'au niveau très faible de 1 % de syndiqués. Après le mouvement lycéen de 2006, aucune structure lycéenne ne s'est renforcée significativement. Lors du mouvement contre la guerre, ou encore du mouvement altermondialiste, aucune structure durable ne s'est mise en place en accueillant des milliers de jeunes.

Politiquement, les révolutionnaires ont un écho important, révélé par les scores à certaines élections et la place que nous gagnions facilement dans les luttes : nous ne sommes plus marginalisés, nos propositions ont au contraire une grande légitimité. Mais cela ne se traduit que faiblement en terme d'organisation, même si, après les élections de 2002, notre courant a doublé en taille.

Une tâche fondamentale pour nous est donc de contribuer à reconstruire le mouvement ouvrier, le mouvement social, de redonner confiance dans la lutte collective et contribuer à construire une nouvelle conscience de classe.

c) Un espace s'est ouvert pour la gauche radicale et les révolutionnaires

Dans plusieurs pays, différents courants à gauche de la gauche traditionnelle parviennent à acquérir une forte audience, dans les luttes et sur le plan électoral : SSP, Respect, LCR, Bloc de Gauche, PRC, Linkspartei… Des événements comme le référendum sur la Constitution européenne en France, le mouvement contre la guerre en Grande-Bretagne ou en Italie montrent qu'un espace politique est ouvert à la gauche de la social-démocratie : ce courant ne prend plus en charge une contestation minimale de l'impérialisme et du libéralisme, laissant à la gauche radicale et aux révolutionnaires une place importante.

La place des révolutionnaires dans ces regroupements ou ces mobilisations sont l'illustration de l'écho et de la responsabilité que nous avons aujourd'hui. Mais des batailles politiques considérables se jouent dans ce cadre. En Europe, de nombreux courants, en particulier issus des partis communistes, tentent de canaliser la contestation dans des voies acceptables par le système : PRC en Italie, politique de la direction du PC en France, Linkspartei en Allemagne… Dans le SSP y compris, la crise actuelle est le reflet de difficultés à appréhender la question des institutions, du rapport à l'État et du rôle de partis conséquents.

d) Un défi pour les révolutionnaires : renforcer les idées révolutionnaires, structurer les révolutionnaires, s'adresser à la jeunesse

Le rapport de forces entre les réformistes et les révolutionnaires a évolué en notre faveur, notamment en France et notamment dans la jeunesse où la gauche traditionnelle est plus faible que chez les travailleurs. Nous sommes en capacité de contester la direction des luttes aux réformistes, comme l'ont prouvé les mouvements lycéen de 2005 et anti-CPE de 2006. Lorsqu'on compare le mouvement lycéen de 98, où la FIDL était capable de faire tenir une pseudo coordination nationale seule alors que nous tentions difficilement, avec d'autres courants d'extrême gauche d'en monter une démocratique, et le mouvement de 2005, où nous avons été à l'initiative de la coordination regroupant toute la gauche (sauf la FIDL, marginalisée) et la majorité du mouvement organisé, on peut mesurer le chemin parcouru.

Cela ne signifie pas que notre orientation est hégémonique, mais que nous pouvons et avons la responsabilité de faire des propositions à l'ensemble de la jeunesse et de ses organisations pour construire les luttes. Nous devons être à l'initiative, faire des propositions qui rassemblent tous en traçant une perspective combative.

Ont rédigé cette partie :
Xavier, [Nanterre, BN], Laure [Nanterre, BN]

Une organisation pour répondre aux enjeux de la situation

Texte proposé par la majorité de la commission d'écriture des textes

1. Les enjeux

La situation politique reste très contradictoire. La classe dirigeante est toujours à l'offensive et elle intensifie ses attaques contre les jeunes et les travailleurs en essayant réduire à néant l'ensemble de nos acquis et de briser toute contestation (retraites, Sécu, LMD, privatisations, CPE…). Pourtant depuis quelques années maintenant des résistances s'organisent. Nous assistons clairement à une remontée des luttes. Depuis 2002 pratiquement chaque attaque a connu une résistance, chaque année nous avons assisté à des mobilisations et souvent avec la jeunesse au premier plan. Avril 2002 mouvement contre Le Pen, mai/juin 2003 mouvement contre la réforme des retraites, nov/déc 2003 contre le LMD, contre la guerre en Irak, fev/avril 2005 contre la loi Fillon et bien sûr le mouvement contre le CPE. Ces luttes ont été des luttes d'ampleur, grèves longues et manifestations très massives. À plusieurs reprises, ces luttes ont cherché une issue vers la grève générale même si les directions syndicales ont cherché à l'empêcher par tous les moyens. Il y a une forte conscience, notamment dans la jeunesse pendant le mouvement contre Fillon et le CPE, de l'impossibilité de gagner seul et de la nécessité d'un mouvement d'ensemble. Pourtant la majorité de ces résistances ont connu des défaites et même si le mouvement contre le CPE a changé la donne en prouvant que la lutte paie, en redonnant confiance à l'ensemble des jeunes et des travailleurs, le rapport de force nous reste toujours défavorable. La situation de la majorité de la population continue de se dégrader.

Les luttes de ces dernières années ont bien sûr permis le début de reconstruction d'une conscience de classe, la conscience d'appartenir au même camp social, d'avoir un ennemi commun : le gouvernement et la classe dirigeante. Elles ont aussi permis une certaine accumulation d'expérience en terme de méthode pour la lutte, avec comme meilleur exemple le mouvement CPE, la nécessité de l'unité, de la grève et des manifs de masse, l'auto organisation… Mais il y a de plus en plus un décalage entre ces luttes d'ampleur, cette politisation et le niveau d'organisation des jeunes et des travailleurs qui reste toujours faible. Même après un mouvement tel que le CPE il n'y a pas eu de vague massive d'intégration dans les syndicats ou les organisations politiques. Il y a notamment dans la jeunesse une méfiance vis-à-vis des organisations et franchir le pas de s'organiser sur la durée n'est pas du tout spontané.

L'autre caractéristique centrale pour comprendre les enjeux de la situation, est la nouvelle place qu'occupent les révolutionnaires. Avec le mouvement de balancier vers la droite des organisations traditionnelles, l'écho des révolutionnaires est beaucoup plus important. Dans les luttes de ces dernières notamment dans la jeunesse nous avons occupé une place centrale et avons été en position de disputer la direction aux organisations réformistes. Mais malgré cette place plus importante nos organisations ne font pas des sauts quantitatifs, nous ne gagnons pas de gens de manière massive.

2. Disputer la direction des luttes aux réformistes

a) Le front unique dans les luttes

Pour surmonter la division de la classe ouvrière et réussir à la mettre en mouvement, les seules forces des révolutionnaires ne suffisent pas. Pour réussir à entraîner la majorité il y a nécessité à proposer l'unité d'action avec l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Pendant le mouvement contre le CPE c'est cette unité d'action qui a contribué à impulser la mobilisation. L'intersyndicale et la réunion unitaire des organisations de jeunesse ont permis d'appeler à une première manifestation de manière très large et ont permis d'impulser des assemblées générales un peu partout en même temps. Cette démarche doit être la nôtre sur l'ensemble des questions : proposer l'unité d'action sur des questions déterminées pour mettre en mouvement le maximum de gens. Mais bien évidemment même si le front unique est une condition déterminante elle ne suffit pas à faire gagner les mobilisations et inverser le rapport de force entre les classes. Pour gagner il y a besoin de défendre une orientation qui pousse à la grève et pas seulement à des journées d'actions, qui tende à la généralisation de la grève, qui pousse à l'auto organisation de ceux qui luttent… et faire en sorte que cette orientation devienne majoritaire. C'est pourquoi pousser à l'unité d'action ne signifie pas cesser de défendre une orientation spécifique pour les luttes.

b) Le travail de masse

Le travail de masse est une activité fondamentale, que chaque militant doit s'efforcer de réaliser, pour plusieurs raisons.

La première est que les organisations de masse, en particulier, les syndicats, sont des cadres qui permettent aux jeunes de s'organiser entre les mobilisations à partir d'objectifs immédiats. Cela leur permet de prendre conscience de leur force, de maintenir une activité militante même s'ils n'ont pas envie de s'engager dans une organisation politique. La taille des organisations de masse et leurs capacités militantes sont des éléments décisifs pour les capacités de réaction des jeunes pour défendre leurs droits.

La deuxième raison est que ce sont des outils décisifs pour gagner la confiance des jeunes et des travailleurs et les entraîner dans la lutte. Le syndicalisme permet de partir des questions les

plus concrètes (problèmes d'inscription, de bourse, de papiers…) pour faire comprendre la nécessité de l'organisation et de la lutte collective. Malgré leur faible taux de syndiqués les syndicats étudiants sont les structures qui organisent le plus largement la jeunesse.

Les syndicats sont aussi les premières structures de front unique. Ils permettent de regrouper de manière permanente différentes forces. Ils ont une capacité d'entraînement plus large que les seuls révolutionnaires. Nous devons intervenir dans les syndicats étudiants et pousser à l'unité syndicale, c'est-à-dire à ce que l'ensemble des forces se regroupent dans une seule structure. Mais comme dans les mouvements nous devons dans les syndicats défendre notre orientation et chercher à disputer la direction aux bureaucraties syndicales. Nous devons considérer les syndicats comme des assemblées générales permanentes. Nous devons défendre une orientation qui pousse à l'unité de l'ensemble des forces, pour un syndicat de masse, mais aussi une orientation sans compromis avec les réformes libérales, un syndicat démocratique dans lequel l'ensemble des adhérents pourraient décider eux-mêmes, un syndicat de lutte et non d'adaptation.

c) Avancer notre orientation et construire une direction pour les luttes

La victoire des luttes n'est pas spontanée et les directions syndicales et réformistes, dans l'ensemble des mobilisations de ces dernières années, ont cherché à freiner l'amplification des luttes. C'est pourquoi nous devons défendre, comme nous l'avons fait dans le mouvement sur le CPE, les perspectives qui permettent de gagner et d'accentuer les crises du système. Cela passe par la grève (et donc les piquets de grève, le blocage), les liens entre la jeunesse et les salariés, l'élargissement de la grève à l'ensemble des secteurs, les prises de décisions par les premiers concernés (auto-organisation), la confrontation avec le gouvernement et l'état. Nous devons défendre cette orientation dans l'ensemble des cadres aussi bien dans les luttes que dans nos syndicats.

Mais pour que cette orientation devienne majoritaire nous devons chercher à disputer la direction des luttes aux directions réformistes. Les rapports de forces entre les réformistes et les révolutionnaires ont évolué depuis 10 ans. Nos idées rencontrent un écho beaucoup plus important et plus particulièrement dans la jeunesse nous nous retrouvons en position de pouvoir diriger les luttes. Pendant le mouvement contre le CPE, nous étions en très forte position chez les porte-parole du mouvement, nous avons rédigé presque systématiquement les appels des coordinations. C'est lorsqu'une lutte est longue, avec la grève et des débats, que la conscience des jeunes se développe le plus.

Un des enjeux pour nous est d'être en capacité de construire cette direction pour les luttes qui puisse répondre à l'ensemble des questions que pose une mobilisation pour l'amener jusqu'au bout. Les questions de structuration du mouvement (assemblées générales, coordinations…), de rythme de la mobilisation, des mots d'ordre sont souvent décisives pour cela. Pendant le mouvement contre le CPE, nous avons en partie réussit à disputer cette direction même si nous n'avons pas réussi à déborder l'ensemble des directions réformistes et nous n'avons pas réussit à entraîner les travailleurs jusqu'à la grève générale.

3. Construire une organisation politique à la hauteur des enjeux

a) La nécessité d'une nouvelle force dans la jeunesse

La contradiction entre l'écho de nos idées, en particulier dans les mobilisations, et le nombre de jeunes qui sont organisés dans des organisations révolutionnaires démontre que notre organisation ne suffit pas à répondre à la situation politique. Comme la LCR affirme qu'il faut une nouvelle force pour répondre aux nécessités de la période, nous affirmons que c'est le cas y compris dans la jeunesse.

La LCR affirme sa disponibilité pour la construction d'un nouveau parti, « plus nombreux, plus ancré dans le monde du travail, dans les classes populaires » et portant « l'essentiel de la radicalité anticapitaliste que porte la Ligue aujourd'hui ». « Le programme de cette nouvelle force, nécessairement inachevé, en construction, demande pour assurer la stabilité d'un tel regroupement une série de délimitations politiques : lutte de classe, indépendance vis-à-vis des institutions de gestion de l'État, projet de rupture avec le capitalisme et construction d'une société alternative dans le cadre d'une démocratie socialiste. »

Cela est particulièrement vrai dans la jeunesse, où les mobilisations récentes ont posé systématiquement le problème du rapport aux institutions. Ainsi, pendant la crise des banlieues, le rapport à la police et à l'État a été posé, pendant le mouvement contre le CPE et le mouvement lycéen, les désaccords entre la gauche et la droite du mouvement se sont faits sur cette question.

De plus, des recompositions politiques, des regroupements, ont lieu dans plusieurs pays d'Europe mais, dans plusieurs d'entre eux, ils ont pour but de rabattre les mouvements sociaux les plus radicaux vers les institutions. En France, le rapport de force entre les révolutionnaires et les réformistes et les dernières mobilisations doivent permettre qu'une nouvelle force soit clairement une organisation qui se fixe comme but de renverser le capitalisme.

b) Avancer notre programme et construire notre courant

Les dernières mobilisations auxquelles nous avons participé montrent que notre organisation a un écho considérable. Cela n'est pas dû au hasard : c'est principalement parce que nous sommes la seule organisation de jeunesse à dire clairement certaines positions. Nous ne devons pas être réticents, nous devons défendre notre politique vers l'extérieur. Aujourd'hui, lorsque nous défendons nos orientations dans les luttes, lorsque nous nous affirmons comme communistes et révolutionnaires, nous n'apparais-

sons pas pour des fous. Pour une partie des jeunes, y compris, affirmer clairement qu'une autre société est possible est tout à fait raisonnable. Cela suscite même des questions à partir du moment où nous expliquons que nous ne sommes pas des staliniens, que nous ne nous reconnaissions pas dans l'URSS. Grâce au nouvel écho qu'on les trotskistes, de nombreux jeunes sont prêts à écouter ce type de discours.

Nous devons répondre à ces questions : oui, nous pensons, qu'il faut une société débarrassée de l'exploitation, basée sur les besoins des peuples, organisée par les travailleurs. Oui, nous pensons que pour fonder cette société à partir du capitalisme, il faudra que les travailleurs prennent le pouvoir. Nous pensons que la bourgeoise ne se laissera pas faire, qu'il faut donc se préparer à cette bataille et que, dans cette lutte pour une autre société, la jeunesse aura un rôle considérable.

Cela passe par des formations, des cercles ouverts, mais aussi par des explications, régulièrement, dans notre matériel (journal, affiches, tracts…).

c) S'adresser largement

Cela ne veut pas dire que nous soyons gauchistes : nous devons prendre le temps d'expliquer ce que nous pensons, nous devons partir des préoccupations immédiates des jeunes. Sinon, cela reviendrait à ne s'adresser qu'aux jeunes qui sont déjà convaincus par nos idées. Nous devons nous donner les moyens d'être compréhensibles par les centaines de milliers de jeunes qui se sont mobilisés pendant les mobilisations que nous avons connues ces dernières années. Nous devons même nous adresser à tous ces jeunes qui ne luttent pas parce qu'ils sont résignés, ou à ces jeunes qui se reconnaissent dans l'extrême droite parce qu'ils ne croient plus à la solidarité, aux intérêts collectifs.

Nous devons nous fixer comme objectif permanent de nous adresser le plus largement possible pour poser les questions fondamentales que sont celles de l'État et de la propriété. C'est à cela que servent des revendications transitoires, ou revendications anticapitalistes : ce sont des revendications concrètes mais qui posent ces deux problèmes. C'est le cas par exemple de revendications comme « un emploi stable pour tous les jeunes » ou « pas un flic dans les quartiers », qui sont des revendications incompatibles avec le capitalisme.

Dans nos campagnes politiques, nous devons mettre en avant de telles revendications. Mais nous devons aussi le faire dans les mobilisations, en prenant garde à ce que défendre ces revendications ne nous empêche pas de proposer des revendications plus immédiates qui permettent de construire le mouvement. Par exemple, pendant le mouvement contre le CPE, les JCR pouvaient avancer la revendication « un emploi stable pour tous les jeunes » mais, étant donné l'état de développement du mouvement, cela n'aurait pas eu de sens de soumettre au vote une telle revendication.

Partie rédigée par Mathilde [Nanterre, DN] et Antoine [Jussieu, BN]

Orientation

Texte proposé par la majorité de la commission d'écriture des textes

Nos priorités d'intervention sont les questions sur lesquelles nous pouvons entraîner du monde, élever le niveau de conscience et peser sur le rapport de forces réel, sans pour autant mettre de côté les autres questions.

Quatre questions essentielles apparaissent : les luttes sociales, notamment autour de l'éducation, les luttes antiracistes, les luttes internationalistes (essentiellement les mobilisations contre la guerre) et les mobilisations contre les politiques répressives.

Le caractère prioritaire de ces questions signifie qu'elles doivent faire l'objet d'une politique cohérente et nationale, prise en charge par l'ensemble de l'organisation, dans le travail de masse ou dans notre apparition propre.

Nous devons aussi avoir une apparition propre régulière, lors de laquelle nous argumentons sur nos positions sur les sujets d'actualité, sur le fonctionnement de la société, etc.

1. Travail de masse, syndicalisme

Une intervention dans les cadres de masse nous permet d'avoir un milieu et de contribuer à l'organiser, à élever son niveau de conscience. Notre travail dans les organisations de masse nous permet de nous adresser au maximum de monde. Notre politique doit être de trouver des mots d'ordre unifiants pour pousser à l'action le plus de jeunes possible. Le travail de masse permet de mobiliser sur des revendications immédiates.

Notre intervention syndicale a trois axes fondamentaux :

1. Nous nous battons pour un syndicat de masse, unique. Si une telle structure existait, cela permettrait aux jeunes de pouvoir s'organiser plus massivement, et d'avoir une seule structure de référence à laquelle s'adresser. Cela renforcerait leurs capacités d'action et leur conscience. Nous nous battons pour que ce syndicat soit démocratique et lutte de classe. En ce qui concerne la crise actuelle du syndicalisme étudiant, nous soutenons les regroupements syndicaux, qui aboutissent à diminuer le nombre de structures concurrentes, et nous nous battons contre les exclusions. Celles-ci affaiblissent non seulement les militants combatifs, mais aussi les syndicats dans leur ensemble. Concernant les exclusions de l'Unef, quelque soit notre syndicat, nous nous y opposons et participons à la campagne pour la réintégration. Enfin, nous nous battons concrètement pour une nouvelle réunification syndicale : en la défendant dans nos structures syndicales, renforçant les structures intersyndicales et les liens entre militants de lutte.

2. Nous devons intervenir en poussant à l'auto-organisation, à la démocratie et à l'unité dans l'action. Cela veut dire faire en sorte que le syndicat propose à toutes les forces de convoquer des assemblées générales sur les questions essentielles, et que celles-ci soient démocratiques. Nous nous battons pour que les structures d'auto-organisation soient massives, aient des rythmes de réunion qui permettent au plus grand nombre de décider (donc régulières mais suffisamment souples pour nous ne pas se réduire à une minorité activiste).

Les directions actuelles des syndicats ne répondent pas aux enjeux de la situation. Nous nous battons pour construire des directions alternatives, c'est-à-dire des regroupements qui développent une orientation solide sur l'ensemble des questions (analyse des réformes, prise en compte des multiples intérêts immédiats des étudiants, implantation de masse…).

Nous n'attendons pas que la bureaucratie syndicale agisse, nous essayons de prouver par la pratique la justesse de notre orientation, et d'entraîner d'autres syndicalistes dans la lutte. Notre intervention doit avoir une cohérence nationale, de manière à pouvoir taper dans le même sens dans les moments importants.

3. Nous intervenons pour que les syndicats soient clairement opposés aux réformes libérales, en particulier celles qui concernent l'éducation. Le LMD, le Pacte pour la recherche, la professionnalisation, l'autonomie des établissements et la sélection constituent un projet cohérent qu'il nous faut combattre. C'est la principale question sur laquelle devraient intervenir les syndicats, au-delà des problèmes immédiats des étudiants, qui y sont par ailleurs souvent liés. Nous contribuons à éclaircir des questions comme l'allocation d'autonomie, considérée comme un présalaire, les questions internationales, la lutte contre le racisme et le sexisme.

2. Campagnes

a) Construire un mouvement anti-guerre et internationaliste sur la durée

Vue la centralité de la question de la guerre dans la situation internationale, nous devons nous fixer comme objectif la reconstruction d'un mouvement anti-guerre. Un mouvement qui soit massif, unitaire, implanté localement, et qui intègre la politique de l'impérialisme français.

Pour cela, nous devons dès maintenant construire des collectifs anti-guerre locaux le plus unitaires possible sur les facs, les lycées, et les quartiers. Cela signifie convoquer des réunions unitaires sur la question de la guerre, avec l'ensemble des organisations politiques, syndicales, associatives… de notre milieu, y discuter d'une plate-forme de revendications (les 3 mots d'ordre de base d'ACG permettent une mobilisation large : pas de guerre ni d'occupation militaire (avec ou sans l'ONU), justice en Palestine, pas de participation française). En fonction de l'actualité et des réalités locales, nous poussons pour que ces collectifs mènent une activité sur le Moyen-Orient (« Guerre sans limite » : Liban, Irak, Palestine…) et, quand c'est possible, sur l'impérialisme français en Afrique. La question d'actualité étant en ce moment le retrait des troupes françaises du Liban

Ces collectifs doivent servir à mener de

l'activité militante (réunions régulières, diffs de tracts, collages, tables, réunions publiques, projections de films, actions spectaculaires, participation aux manifs nationales et internationales…).

Nous participons aux cadres unitaires nationaux déjà existants, pour y proposer des dates de manifs et y mener des batailles d'orientation. Mais, vues les difficultés auxquelles nous faisons face dans ces cadres, nous devons continuer à nous donner les moyens de prendre des initiatives, en s'appuyant sur l'expérience et la légitimité acquises par ACG.

Une campagne un peu unitaire pour le démantèlement des bases militaires et le retrait des troupes françaises en Afrique est en train de voir le jour (LCR, CNT, Survie, Afrique 21…). C'est une occasion à ne pas rater pour combattre notre propre impérialisme. Nous devons impulser dans les collectifs anti-guerres une activité sur cette question.

Une campagne de solidarité au processus en cours au Venezuela se mène dans différentes villes. Les luttes en cours en Amérique de Sud sont importantes et permettent de discuter de stratégie. Nous devons les relayer par des campagnes d'information (réunions publiques…) et de soutien (comme la brigade qu'ont organisée les camarades de Toulouse au Venezuela).

Enfin, au niveau de notre apparition politique, nous mettons en avant le soutien aux résistances, y compris armées (et en particulier aux courants du mouvement ouvrier : sections de la IVe, PCL…), la nécessité de changer de société pour mettre fin aux guerres…

b) Impulser et développer les mobilisations contre la casse de nos acquis sociaux, dans l'éducation et au travail

Les derniers affrontements massifs de la jeunesse (principalement scolarisée) contre le gouvernement et le patronat se sont déroulés autour de réformes des diplômes (LMD, loi Fillon…) ou de contrats de travail (CPE).

Les deux questions centrales qui se dégagent derrière ça, ce sont Education et Travail / Précarité : Ces deux questions sont le terrain d'attaque principal des classes dirigeantes, et touchent directement des millions de jeunes dans leurs conditions de vie, de travail et d'étude. Elles sont les plus unifiantes pour la jeunesse, et pour son lien avec les travailleurs.

D'où l'importance d'avoir une intervention permanente sur les lieux principaux où est concentrée cette jeunesse : facs, lycées (en particulier lycées des quartiers populaires), et CFA là où c'est possible. Nous combinons apparition politique (bulletins réguliers, tables, réunions publiques…), et la construction de cadres plus larges (syndicats, comités de lutte…).

Nous devons suivre tous les projets de réformes, et être prêts à réagir par des campagnes unitaires de mobilisation, sur le modèle de la campagne CPE : réunions unitaires, tracts, AGs… avec la perspective de la grève, du blocage, du lien avec les salariés. Il y a une importance particulière à informer et mobiliser contre les projets de sélection à l'entrée de l'Université, l'autonomie des facs et de « professionnalisation des études », qui veulent les soumettre encore plus aux intérêts du patronat. Nous nous battons pour une éducation publique, de qualité, ouverte à tous.

Nous devons essayer de lancer une large campagne unitaire pour une allocation d'autonomie : un présalaire à hauteur du SMIC qui permette aux jeunes de chercher un emploi dans de bonnes conditions, ou de poursuivre leurs études sans avoir à se salarier ou à dépendre de leurs parents.

Nous mettons en avant des revendications comme la suppression de l'apprentissage dès 14 ans, la titularisation de tous les emplois précaires, un emploi stable pour tous, des stages rémunérés…

c) Lutte contre le racisme.

Ces dernières années, les attaques racistes se sont développées (loi sur le rôle positif de la colonisation, loi CESEDA…). Et ces derniers mois, les mouvements antiracistes se sont développés, même s'ils sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Il existe un vrai potentiel de mobilisation sur ces questions.

Les sujets et les cadres ne manquent pas, mais certaines priorités se dégagent : Sans-papiers, RESF-RUSF, lutte contre les discriminations. Le « réveil » du mouvement des Sans-papiers est d'une importance capitale : la mobilisation des premiers concernés permet de donner confiance, faire reculer les préjugés racistes. Le mouvement ouvrier est face à ses responsabilités et ne se donne pas aujourd'hui les moyens de construire un soutien suffisamment large pour mettre en échec les politiques gouvernementales, même si les mobilisations autour de CESEDA, de RESF sont des premiers pas. Nous devons donc être particulièrement actifs dans le soutien aux collectifs de Sans-papiers : soutien matériel (tirage de tracts, collectes, permanences…) aussi bien que politique (initiatives publiques…).

En lien avec cette question, cette année a vu la réussite du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), et le lancement du Réseau Université Sans Frontières (RUSF). Ces deux expériences sont certes spécifiques (jeunes scolarisés), mais ont réussi à reconstruire un large réseau de soutien (opinion, profs, parents, nombreuses organisations…). Nous avons un rôle fondamental à jouer dans ces réseaux : monter des collectifs unitaires locaux partout où nous sommes, prendre en charge concrètement des dossiers (aide juridique, suivis auprès des préfectures, construction de mobilisations de soutien). Nous ne faisons pas ça par « humanisme », mais parce que c'est le moyen de lancer un combat politique de masse contre le racisme et pour la régularisation de tous les Sans-papiers…

Enfin, la révolte des banlieues a reposé, de manière encore plus claire, la question de la lutte contre les discriminations racistes (discriminations quotidiennes, au travail, contrôles policiers…). Sur ces questions, les cadres organisationnels sont nombreux et imparfaits (Devoir de mémoire, Indigènes de la République, associations de quartiers du type ACLeFeu…). Dans la mesure de nos moyens, et en fonction des réalités locales de ces cadres, nous essayons d'y intervenir.

d) Intervention perma-

nente sur les questions politiques qui radicalisent et concernent la jeunesse

Il existe plusieurs questions politiques fondamentales, mais pour lesquelles peu de cadres existent pour une activité quotidienne. Nous devons malgré cela avoir une activité sur ces questions : intégrer en permanence ces préoccupations dans nos activités politiques et syndicales, préparer les grosses échéances, tisser des liens militants avec des réseaux spécifiques…

Les manifestations monstres de l'entre-deux-tours nous ont prouvé que le sentiment antiraciste et antifasciste était largement partagé chez les jeunes. Mais aucun cadre permanent n'existe réellement contre le FN et les fascistes. Par contre, des manifestations sont régulièrement organisées contre des meetings et rassemblements de l'extrême droite. Nous devons les préparer activement.

Chaque année, les Marches des Fiertés nous démontrent que les questions liées à la sexualité concernent les jeunes au premier chef et que nombre d'entre eux sont susceptibles de se mobiliser, de se radicaliser et de se politiser dans des mobilisations qui pèsent dans le rapport de forces. Nous devons nous investir dans la préparation d'échéances du type Marches des Fiertés, journée contre l'homophobie… et mener une activité avec les structures militantes du mouvement LGBT (asso de facs, panthères roses…).

Face à la multiplication des attaques contre les droits des femmes, un travail est possible et nécessaire. C'est ce qu'a démontré l'écho relatif reçu par les campagnes menées par Ni Putes Ni Soumises, qui apportaient des réponses institutionnelles à des problèmes pourtant bien réels. Nous devons être réactifs sur ces questions, notamment face aux menaces contre le droit à l'avortement, en étant partie prenante des rassemblements, manifs… Le féminisme ne se résume pas pour nous à une manifestation tous les 8 mars et doit faire partie intégrante de notre intervention, et ce dans tous les cadres : politique, syndical… En fonction de l'actualité nous intervenons sur différents axes : femmes et précarité, éducation, avortement/contraception/sexualité, violences faites aux femmes, et les femmes victimes des guerres.

Enfin, la question de l'écologie est une question qui, à juste titre, préoccupe les jeunes. Les mobilisations contre les marées noires, contre le nucléaire, la dimension écologiste dans les rassemblements altermondialistes ou les campagnes contre les OGM témoignent d'un intérêt réel pour l'écologie. Nous participons à ces campagnes en mettant en avant la responsabilité des gouvernements et des profits dans la crise écologique.

Nous devons avoir une élaboration spécifique sur l'ensemble de ces questions, et les intégrer à notre profil politique.

Nous devons aussi nous donner les moyens de participer à certaines mobilisations sur ces questions. Au niveau national, nous devons nous saisir de l'actualité. De plus, sur certaines sections, ce type de mobilisations peut être une priorité : mobilisations contre des catastrophes écologiques, contre des politiques municipales particulièrement sécuritaires, contre des actes racistes localisés…

3. Les élections, une tribune pour défendre nos idées à une échelle de masse.

a) Contexte et objectifs

Pour nous, la campagne présidentielle est avant tout une tribune qui nous permet de défendre nos idées, dans une période où plus de jeunes sont attentifs à ce que l'on peut raconter. Notre objectif est de populariser deux idées fondamentales : la nécessité de construire les mobilisations pour améliorer les conditions de vie des jeunes, en finir avec cette société.

Enfin cette campagne électorale est un moyen d'unifier l'intervention de notre courant dans la jeunesse, avec comme point d'orgue les Rencontres Internationales de Jeunes, comme conclusion à l'année et pour préparer une année suivante de luttes partout en France.

Le projet de candidatures unitaires antilibérales est aujourd'hui dans une impasse : l'orientation défendue par notre courant, c'est-à-dire la nécessité d'une rupture claire avec le Parti socialiste, a été battue. Les collectifs pour des candidatures unitaires sont actuellement sur une position qui rend possible un accord parlementaire avec le PS. De plus, de semaines en semaines, cette orientation, qui est celle du PCF, se renforce en raison du poids militant de cette organisation. Derrière cette question, c'est la question décisive du rapport aux institutions qui est posée.

Notre campagne se fera donc très probablement derrière la LCR et pour populariser la candidature d'Olivier Besancenot.

b) Axes de campagne

Les élections sont un moyen de populariser les luttes à une échelle nationale. Les tournées de meetings doivent nous permettre de relayer les différentes luttes, d'expliquer que la solution aux problèmes n'est certainement pas dans les élections, mais au contraire que ce sont les luttes, les manifestations et les grèves qui font évoluer les choses.

Nous mettons en avant la question d'un programme d'urgence pour la jeunesse. Il s'agit aussi d'expliquer qu'un changement en profondeur est nécessaire, un changement à tous les niveaux pour et par la majorité de la population : une révolution afin de construire une société socialiste.

Notre campagne doit nous permettre d'intervenir à une échelle de masse sur quatre axes principaux :

• La question de l'autonomie des jeunes (allocation d'autonomie, logement, vote à partir de 16 ans…)

• Les questions éducatives en développant notre analyse sur les différentes réformes de l'enseignement et en appelant à se mobiliser contre l'autonomie des universités, contre la sélection et la professionnalisation.

• La précarité au travail que subissent

notamment les jeunes

• Le racisme et la répression. La campagne réactionnaire est engagée sur ce dernier thème par la droite et le parti Socialiste. Il est important qu'une force politique exprime à une échelle de masse la nécessité de régulariser tous les Sans-papiers, la demande d'amnistie pour toutes les personnes poursuivies lors de mouvements sociaux, y compris les émeutes de novembre, que la police est au service de l'état…

c) Campagne concrète

Nous mettons en place le « volet jeune » de la campagne de la LCR, en lien étroit avec la direction de la LCR et les jeunes de la LCR. Nous sortirons un matériel (tracts, affiches, autocollants, brochure) qui reprend un plan d'urgence pour la jeunesse sur la base des axes définis plus haut et nous développons dans cette campagne la nécessité de lutter et de s'organiser pour changer le monde.

Nous mettons en place une série de meetings en lien avec la ligue, notamment sur les facs, et nous montons des comités locaux de soutien à la campagne de la LCR, sur les universités. Ces comités, ouverts le plus largement, nous permettent de mener largement la campagne et de discuter avec nos contacts dans le but de les intégrer à notre organisation sur le long terme.

4. Construction.

a) Structuration de l'organisation.

1- La place que nous avons eue dans le mouvement anti-CPE doit nous inciter à repenser notre façon de voir l'organisation. Aujourd'hui, nous sommes en capacité de prétendre à la direction de luttes massives dans la jeunesse, et nous bénéficions d'une audience importante pour nos idées. Nous devons « changer d'échelle », et nous adresser beaucoup plus largement, à tous les jeunes révoltés. Pour cela, nous devons mettre en place une série de meetings et de rencontres publiques dans un maximum de villes. Nous pouvons monter un nombre important de sections dans différentes villes, et renforcer les sections existantes.

2- La construction de l'organisation doit être prise en charge par la direction nationale (DN) des JCR, avec un suivi combiné des sections petites ou nouvelles par le BN et les plus grosses sections de la région. Les Rencontres Internationales de Jeunes (RIJ) sont un moment important pour la construction de notre organisation : c'est l'occasion de faire de la politique avec de nombreux jeunes, de renforcer les liens entre sections, et de gagner les sympathisants à l'organisation. La préparation des RIJ doit être assumée par la DN. Nous devons anticiper cette échéance dès janvier et avoir du matériel en conséquence (affiche, dépliant, der de RED…).

3- Nous devons multiplier les stages de formation et mettre en place à la direction nationale une commission formation chargée de cette question. C'est ainsi que nous pourrons homogénéiser l'organisation.

Nous devons arriver à mettre en place deux stages nationaux par an, ainsi que des stages régionaux, qui associent les camarades des JCR, des camarades jeunes de la LCR et des contacts.

4- RED doit être le mensuel de toute l'organisation, qui relate l'activité de chaque section et qui est aussi un guide pour l'action pour tous les camarades. Nous devons être en capacité d'offrir une analyse de la situation actuelle, des éléments de formations et des perspectives d'action concrète. Nous devons surtout arriver à ce que RED soit plus utile à l'organisation : lien entre militants, vendu tous les mois à tout notre milieu… Comme nous avons en partie réussi à le faire pendant le mouvement contre le CPE et la précarité. RED devrait aussi être une source d'argent pour l'organisation et non pas un gouffre financier. Nous devons mettre sérieusement en place une centralisation des ventes, et une remontée des sous.

b) Lycées.

1- Une intervention régulière dans les lycées nous permet de recruter à l'organisation des militants jeunes qui vont y rester plusieurs années. C'est vital pour notre organisation. De plus nous avons vu, lors du mouvement lycéen de 2005 et lors du mouvement anti-CPE l'importance de mettre les lycéens dans la bataille en termes de combativité et de pèche pour la mobilisation, ainsi que le rôle que nos modestes réseaux lycéens ont pu y jouer.

2- Sur les lycées, nous apparaissons principalement en tant que JCR, en faisant un travail de propagande. Nous proposons l'activité à tous nos contacts, ainsi que de participer à nos campagnes.

3- Chaque cercle ou section doit avoir une activité régulière sur un lycée au minimum, ce qui permet de se structurer sur la durée et que notre organisation soit reconnue. C'est ce travail régulier qui porte ses fruits au moment des mobilisations. Cela veut dire une diffusion de tract toutes les quinzaines, des tables, réunions publiques, ainsi que des discussions avec les contacts dès que c'est possible (au café, et via la commission lycéenne de la section).

c) Jeunes travailleurs

1- Dès que cela est possible chaque section doit avoir un travail en direction des jeunes travailleurs. Il s'agit de toucher les jeunes en Centre de Formation et d'Apprentissage (CFA) et les jeunes travailleurs en foyer (FJT), car ce sont les principaux lieux de concentration de jeunes travailleurs. Aucune organisation syndicale ne milite en direction des CFA et des FJT, ainsi ce travail inclus une dimension « parasyndicale. » Nous devons mettre à profit l'écho de notre courant au sein des classes populaires pour nous implanter durablement dans ces milieux.

2- Les jeunes travailleurs de l'organisation doivent tous être syndiqué et discuter dans leur milieu des campagnes et de l'activité de l'organisation. Nous faisons un effort particulier pour structurer l'activité des camarades qui sont pions (MI/SE, AE, assistants vie scolaire…)

3- Nous essayons d'être réactifs dès qu'une grève se déclenche, notamment dans les entreprises embauchant beaucoup de jeunes (Mac Do, Fnac, Pizza Hut…) et apportons notre soutien aux grévistes.

5. Conférence Nationale Jeune.

a) Pourquoi une CN jeune ?

Les dernières mobilisations dans la jeunesse montrent que le projet d'une organisation de jeunesse autonome est d'actualité, probablement même plus que lorsque les JCR ont été constituées en 1979, où les luttes allaient en se réduisant. Les dynamiques propres de la jeunesse, le rôle des organisations de jeunesse dans le mouvement contre le CPE ou la crise des banlieues vont dans ce sens.

Pour autant, nous devons constater que l'intervention de notre courant dans la jeunesse est aujourd'hui très éclatée et peu efficace. L'objectif d'une CN jeune est de résoudre ces problèmes. Nous proposons un processus d'homogénéisation de notre intervention entre JCR et groupes jeunes de la LCR et de développer notre intervention là où il n'y en a pas, tout en conservant un cadre d'intervention autonome.

b) Comment nous homogénéiser ?

Ce processus, puisqu'il repose sur la nécessité de construire une structure jeune autonome, pourrait s'articuler autour de quatre éléments :

1. Des cadres d'organisation des jeunes sans les « anciens », du niveau local au niveau national, ce qui implique l'existence de cercles, sections ou cellules jeunes localement, d'une coordination nationale, de bulletin de liaisons spécifiques.

2. Des décisions et du matériel jeunes décidés par les jeunes pour leur intervention dans les mobilisations et dans l'activité quotidienne.

3. Les jeunes qui sont dans le cadre autonome peuvent ou non appartenir aussi à la LCR.

4. Le quatrième élément décide de l'existence ou non d'une organisation de jeunesse, c'est celui de l'existence ou non d'un logo spécifique aux jeunes. Pendant la durée du processus, et après la CN, nous proposons que tout le matériel jeune, dans toutes les villes et nationalement, soit siglé JCR et LCR. C'est ce qui permettra de ménager les susceptibilités, de ne pas fausser les débats sur le fond, d'œuvrer à une véritable fusion, et enfin de nous servir de ce qu'il y a de positif dans chaque nom. En effet, la LCR est bien plus connue à une échelle de masse, ainsi on voit immédiatement le lien entre les jeunes et la LCR, mais les JCR sont le cadre reconnu par les autres organisations de jeunesse ainsi que chez de nombreux jeunes qui se sont mobilisés ces dernières années.

c) Processus concret.

Le processus de la CN jeune dans la LCR a pris du retard. Ce retard est lié principalement à la situation difficile à l'intérieur de la LCR autour des échéances électorales et de l'organisation à construire. Concrètement, la LCR a décidé de ne pas organiser de réunion nationale jusqu'à janvier 2007, qui marquera en même temps probablement l'entrée dans la phase la plus active de la campagne électorale. De plus, les tensions dans l'Unef entre des camarades de notre courant ne freinent largement les possibilités de discuter sereinement d'un travail politique commun.

Notre orientation est de reprendre le processus d'homogénéisation au plus tôt. Nous proposons que des réunions de la commission jeune JCR-LCR aient lieu régulièrement et que la CN ait lieu au plus tôt. En même temps, nous continuons à essayer d'approfondir le travail commun avec les sections jeunes de la LCR dans le travail de masse, les mobilisations, la campagne électorale et la préparation des RIJ.

Partie rédigée par Gabriel [Nanterre, BN], Raphaël [Jussieu, DN] et Laure [Nanterre, BN]

Situation politique et stratégie révolutionnaire

Base de discussion pour la constitution d'une plate-forme

PRÉAMBULE

Ce texte est un appel à la constitution d'une plate-forme. Il ne saurait être exhaustif et prétendre développer une analyse complète de la période. Il a simplement vocation à articuler les éléments clés qui caractérisent la période politique dans une logique stratégique.

Comme toute notre génération, nous avons vécu l'expérience historique du mouvement contre le CPE. Cette victoire a été le fruit d'une mobilisation de masse qui a principalement tiré sa force de l'implication massive, dans l'unité et quotidiennement des étudiants et lycéens sur chaque fac et chaque lycée.

La mobilisation unitaire et massive a développé un sentiment de confiance qui a permis d'entraîner les travailleurs dans la confrontation. À travers cette victoire, la confiance des salariés et des jeunes dans leurs propres forces pour changer les choses a été renforcée, de fait, par l'expérience. Il y a un avant et un après « CPE » : parce que cette expérience a été faite à une échelle de masse, ses conséquences existent et vont se développer à une échelle de masse. Notre politique doit donc être à la hauteur de l'enjeu…

Dans une période où la classe dirigeante est à l'offensive pour sortir de la crise économique, politique et sociale qu'elle subit, cette victoire doit ouvrir des perspectives qui permettent à l'ensemble du mouvement de développer son potentiel, afin de renforcer et de développer sa confiance, sa conscience et d'élaborer une stratégie sur la durée pour mettre fin aux attaques. C'est la question centrale à laquelle les révolutionnaires sont actuellement confrontés.

Nous disposons de points d'appuis extrêmement importants pour avancer dans cette tâche, notamment dans la jeunesse, à l'issue du mouvement. Celui-ci a révélé les grandes tendances politiques à l'œuvre au sein du mouvement social : volonté de résistance et de confrontation, politisation, radicalisation, aspiration à l'unité et recherche d'une alternative politique. Sa massivité, les débats qui l'ont animé, son caractère unitaire et l'expérience de convergence entre étudiants et travailleurs ont, dans le même temps, modifié et accentué ces tendances : la construction du rapport de force a permis la victoire, les processus de politisation et de radicalisation se sont développés (la question de l'alternative politique dont les luttes ont besoin a été débattue sur de nombreuses universités), l'unité et la convergence sont devenues possibles… Nous devons donc être d'autant plus conséquents aujourd'hui en termes de perspectives politiques à proposer.

Celles-ci doivent permettre de franchir le saut qualitatif nécessaire pour renforcer notre camp social tant dans sa confiance que dans sa conscience. L'orientation que nous devons élaborer dans le processus du congrès doit donc permettre de répondre aux aspirations spontanées et aux besoins objectifs du mouvement de ce printemps.

Cette orientation ne peut ni éluder ni minoriser l'enjeu de la construction d'une alternative politique, à une échelle de masse, se basant sur le niveau de conscience actuel du mouvement social (anti-libéralisme) et rassemblant l'ensemble des forces militantes (politiques, syndicales, associatives ou spontanées) impliquées, de fait, dans le processus de construction de cette alternative depuis le 29 Mai.

C'est ce désaccord d'analyse qui est à l'origine de divergences d'orientations dans l'organisation. Ce texte a donc vocation à susciter des discussions afin d'aller collectivement vers la constitution d'une plate-forme qui combinerait analyses approfondies et perspectives stratégiques pour les révolutionnaires, notamment dans la jeunesse, dans la période actuelle.

I° Points de départ :

A) La période est caractérisée par une polarisation, sociale et politique, croissante. La crise du système capitaliste accentue la concurrence entre les différentes classes dirigeantes nationales et les oblige à s'attaquer beaucoup plus frontalement et violemment aux conditions d'existence de la classe ouvrière. Cela signifie que les attaques de la classe dirigeante ET les résistances de la classe ouvrière vont continuer à se développer de façon croissante. Pour le dire simplement, on peut être certain qu'il y aura des luttes dans les mois et les années à venir…

B) Le problème central pour nous et notre camp est la faiblesse d'accumulation, c'est-à-dire la capacité à faire des sauts quantitatifs et qualitatifs à travers ces résistances de manière à ce qu'elles soient plus fortes et plus organisées. En d'autres termes, il s'agit de la progression du rapport de force entre les classes en faveur de notre camp.

Pourquoi y a-t-il faiblesse d'accumulation ?

1. Il y a des organisations de lutte (syndicats, fronts divers plus ou moins larges, associations…) mais leur réalité numérique est faible par rapport au nombre de personnes qui ont participé aux luttes ces dernières années.

2. Les directions politiques existent, qu'on le veuille ou non, mais sont faibles en termes d'organisation. Cela signifie que la faiblesse de leurs liens avec la classe rend les directions politiques peu capables de développer des orientations qui puissent être testées massivement et peser significativement sur les luttes. Ceci est vrai pour TOUTES les directions : les directions réformistes (dans toutes leurs variantes) et les directions révolutionnaires (du moins celles qui aspirent à l'être).

Mais la faiblesse de ces liens désavan-

tage le plus les courants les plus radicaux, car plus on est proche des idées dominantes moins on a besoin d'organisations de lutte et de combat politique.

Par exemple : Le PS notamment, dont l'horizon stratégique est le contrôle de l'appareil d'État, peut s'appuyer à cette fin sur les idées dominantes les plus répandues chez les travailleurs : l'attente du changement des conditions d'existence par le biais institutionnel (à défaut de connaître d'autres moyens)

C) Il y a un lien entre polarisation et faiblesse d'accumulation.

La résistance est la base de l'accumulation : des tests effectués à une large échelle permettent de développer la conscience et la confiance et donc de faire des sauts qualitatifs.

Par exemple, des millions de personnes ont mené une expérience commune dans la lutte contre le CPE (dont le caractère de masse est le fruit de plusieurs années de lutte). Dans ce processus se sont développés à une large échelle la confiance en ses propres forces, un développement (inégal) de la conscience politique et une certaine volonté de s'organiser pour continuer.

Mais :

- Cela n'est pas complètement automatique. Là encore, on constate une évolution numérique relativement faible des organisations existantes après le mouvement anti-CPE (et encore moins chez les révolutionnaires malgré leur implication à tous les niveaux dans le mouvement). Il faut donc chercher à le favoriser.

- Un combat politique se mène dans le type d'accumulation (sur les formes des organisations, les objectifs qu'elles s'assignent, leurs méthodes de construction…)

Exemple 1 : L'exclusion de militants de l'Unef constitue une anticipation de sa direction visant à affaiblir la capacité de l'aile gauche à développer cette accumulation dans un sens qui lui serait défavorable.

Exemple 2 : Des débats ont lieu à une échelle importante dans la dynamique pour des candidatures unitaires sur ses contours (rapport au PS), ses objectifs (gagner ? rassembler et organiser ?…) et la manière dont elle se construit (strictement électoral ou liens avec les luttes…). Les combats politiques menés aujourd'hui au sein de cette dynamique sont d'une importance capitale pour la suite.

II° Notre stratégie :

A) Construire des organisations de résistance :

- En favorisant le social (syndicats) et le mouvement anti-guerre (collectifs et fronts anti-guerre). Il s'agit des deux types de confrontation qui vont se développer dans la période actuelle à travers la crise croissante de l'impérialisme comme système économique mondial.

- En défendant les bases les plus larges pour impliquer le plus grand nombre plutôt qu'en mettant des préalables. En effet, c'est dans l'action que les idées changent et les mouvements sont justement le lieu où les débats se mènent à une très large échelle. Il faut donc favoriser tout ce qui entraîne dans l'action et permet l'élargissement.

Par exemple nous avons défendu l'unité dans le mouvement anti-CPE plutôt que l'extension infinie des revendications. La progression des revendications (LEC + CNE) s'est alors faîte selon les rythmes de développement du mouvement à une très large échelle (mais pas toutefois à une échelle de masse).

B) L'accumulation se fait aujourd'hui sur la base de la rupture avec le social-libéralisme

- L'existence d'un réformisme sans réformes permet à ceux qui résistent aux projets de la classe dirigeante de se nourrir d'illusions réformistes (beaucoup pensent que c'est simplement la volonté et le courage politique qui manquent au PS). La différenciation à une échelle de masse ne s'établit pas sur un clivage entre réforme et révolution mais entre une direction réformiste traditionnelle en crise et une volonté d'opposition aux projets de la classe dirigeante.

- Parallèlement à l'accroissement des liens entre État et Capital, qui deviendront par ailleurs de plus en plus visibles (par exemple à travers la guerre, la presse…), chaque lutte sera de plus en plus amenée à poser la question du pouvoir.

Par exemple, les années 30 aux États-Unis furent également un contexte de forte polarisation et de développement des luttes. Devant la réduction de la représentation politique à deux partis représentant les intérêts de différentes fractions de la bourgeoisie, Trotsky, anticipant que de plus en plus de débats tendraient à émerger dans les syndicats à propos de la création d'un parti qui soit l'expression politique des luttes, défendait l'idée de la création d'un parti des travailleurs qui relie les luttes vers une alternative globale.

Aujourd'hui, à travers le développement des attaques et des luttes, la question de la logique globale du système tend aussi à être de plus en plus posée par ceux qui résistent à mesure que les liens entre toutes les attaques deviennent de plus en plus apparents. Cette conscience se développe d'autant plus rapidement que la représentation politique traditionnelle des travailleurs est en crise et ne relie pas les luttes de ces dernières années sur le plan politique.

- Il est donc plus que nécessaire de participer à la dynamique des collectifs anti-libéraux parce qu'il s'agit de la première expression d'un type d'accumulation qui pose la question de la logique globale du système. Cela peut permettre :

-> le développement d'une dynamique indépendante du social-libéralisme.

-> de tirer en avant les éléments les plus arriérés de la classe vers la conscience de la logique globale.

Pour le milieu étudiant, cela offre la possibilité de se lier à des syndicalistes, des militants politiques, associatifs, etc.

Au niveau électoral, la campagne serait une réelle opportunité. Elle permettrait :

-> de mener les débats politiques à une très large échelle

-> d'être un appui essentiel pour les luttes puisque rassembler des gens

autour d'un projet politique de rupture permet de débattre des stratégies de résistance immédiates.

La campagne unitaire serait donc la possibilité réelle d'introduire les luttes dans les élections !

C) Faire en sorte que les idées révolutionnaires soient un outil pour la construction des mouvements.

-> Identifier les besoins des mouvements et faire des propositions dans les différents cadres d'intervention (élargissement, action, etc.).

-> Proposer à tous les gens autour de nous des discussions autour des thèmes qui ne relèvent pas des problématiques immédiates soulevées dans les mouvements mais qui peuvent éclairer les luttes (cercles ouverts sur État et institutions, projet socialiste, impérialisme, oppression et exploitation, etc.)

Cela signifie concrètement :

- Une division du travail à l'intérieur des cercles (répartition dans les différents cadres d'intervention) et une centralisation (afin de mener une orientation collective dans tous ces cadres)
- Des cercles ouverts réguliers qui permettent de former les camarades, de populariser les idées révolutionnaires et de renforcer notre milieu
- Une diffusion régulière de RED (qui doit par ailleurs s'ouvrir davantage : plus de compte-rendus d'évènements, de courriers, de dossiers liés aux questions posées dans les mouvements, d'interviews de personnalités…) et un bilan régulier des ventes et des discussions.

En guise de conclusion :

Le milieu dans lequel nous intervenons est la génération qui formera les cadres de tout mouvement de radicalisation à venir ainsi que de toute organisation révolutionnaire. Le développement des expériences de cette génération est d'une importance capitale dans la recomposition d'un mouvement ouvrier en position de combat face à la bourgeoisie. La direction révolutionnaire ne se construira pas de manière linéaire par une lente accumulation mais se forgera dans le mouvement de la classe, à partir de ses contradictions, à travers ses luttes, ses débats et ses propres expériences.

Sarah (St Denis- DN), Marie (Censier – DN), Cédric (Censier – DN), Marie (Jussieu – DN)

Dans la jeunesse, pour une orientation syndicale qui réponde aux enjeux de la situation

La jeunesse, un secteur clé pour les révolutionnaires

Les développements politiques dans la jeunesse, ses formes de radicalisation, de lutte et d'organisation ainsi que l'audience qu'y construiront les révolutionnaires est un des enjeux politiques majeurs pour la période à venir.

Dans le paysage politique actuel la jeunesse occupe une place particulière. La massivité de son vote NON au TCE (70 % des jeunes), le soulèvement dans les banlieues, la mobilisation contre le CPE sont des exemples qui démontrent sa capacité à se mobiliser, à se radicaliser, à se détacher des directions traditionnelles social-démocrates et à donner confiance aux travailleurs pour les entraîner dans les mobilisations.

Les expériences de cette génération et leurs victoires (CPE, TCE, etc.…) auront des conséquences dans les mois et les années à venir. C'est cette génération qui sera le cœur et formera les cadres dirigeants de tout mouvement de radicalisation ainsi que de toute organisation révolutionnaire.

Un bras de fer politique est engagé

Les directions réformistes ont compris cet enjeu. L'exclusion bureaucratique des camarades de l'UNEF en est un signe. Une bataille pour l'avenir est engagée.

Notre meilleur point d'appui dans cette bataille est la polarisation politique générale dans la société et les luttes qui se développeront dans les mois et les années à venir.

Mais cela nécessite que nous gagnions respect et confiance à travers les expériences qui seront menées par cette génération : nous devons combiner, afin de défendre les intérêts du mouvement, la fermeté des principes avec une grande souplesse tactique.

Combattre l'exclusion

Les JCR et la LCR ne peuvent accepter la mesure d'exclusion. Ils ne la reconnaissent pas.

Cela signifie concrètement que partout où ils et elles sont en mesure de le faire, ils font voter des motions dans leurs AGE exigeant la réintégration de ces camarades.

Là où ce type de motion ne favoriserait pas, dans l'immédiat, la construction d'un rapport de force plus large qu'eux seuls, cette démarche aboutirait à un isolement plus important. Cela serait dangereux pour les camarades exclus comme non-exclus tant pour continuer à militer dans l'Unef que pour obtenir la réintégration. D'où l'importance d'une grande souplesse tactique. Cette pratique doit donc se combiner avec un travail de fond préalable afin de mener les débats et de gagner l'argument tout en construisant les AGE telles qu'elles sont et de construire le rapport de force nécessaire.

Un travail d'alliance avec d'autres courants ou sensibilités du syndicat doit également être mené sur cette question qui dépasse largement le simple principe démocratique mais touche au rôle du syndicat en tant que cadre d'organisation le plus large.

Là où c'est possible les militants doivent gagner le fait que les camarades exclus continuent à militer dans leur AGE.

Il en va de même au sein de la tendance à laquelle nous participons.

Transformer le potentiel étudiant en arme de politisation massive

Le recul des organisations de classe et des partis politiques de gauche n'est nulle part plus important que dans la jeunesse et notamment la jeunesse scolarisée (1 % des étudiants sont syndiqués dans 5 organisations différentes). Mais, c'est aussi là qu'elles peuvent se créer ou se recréer le plus rapidement même si les bases, organisationnelles comme politiques, en sont instables.

Premier syndicat étudiant, l'UNEF est aussi la première organisation de jeunesse en France. Les grands courants politiques du mouvement ouvrier (réformistes, « staliniens » et révolutionnaires) y sont, encore, rassemblés. C'est aussi l'organisation de jeunesse la plus implantée nationalement.

Dans la période à venir l'UNEF est une structure ayant le potentiel pour devenir une organisation centrale dans la recomposition et la restructuration d'un mouvement de la jeunesse. Parce qu'elle est déjà l'organisation la plus importante et la plus structurée. Et parce qu'elle a gagné audience et légitimité à une large échelle dans le mouvement contre le CPE. Cela ne signifie en aucun cas que toute intervention des révolutionnaires dans la jeunesse ne passe que par l'Unef. Mais, compte tenu de l'échelle large à laquelle les débats stratégiques vont pouvoir être menés dans son sein, le rôle de l'Unef sera clé dans la période à venir.

Les militants révolutionnaires doivent donc, à tout prix, assurer leur présence dans cette organisation dans les prochains mois et les prochaines années. Ils et elles doivent y gagner respect et audience, tant à travers leur pratique militante qu'à travers les batailles politiques qu'ils y mèneront.

Besoin d'un changement radical d'orientation

Les révolutionnaires, parce qu'ils mesurent les potentialités de la situation, doivent accepter d'être minoritaires au sein du syndicat et d'y travailler sous des directions avec lesquelles ils sont en désaccord.

De ce point de vue l'orientation de

type fractionniste organisée à travers la TTE dans plusieurs universités et la politique d'opposition quasi-permanente contre la direction de l'UNEF ont facilité le travail pour la direction de l'UNEF contre nos camarades.

La TTE que nous animons démontre, par ailleurs, ses propres limites : elle ne regroupe, aujourd'hui encore, essentiellement que des révolutionnaires alors que notre détermination à construire les mobilisations est partagée par nombre d'étudiants.

La construction, par des camarades (exclus et non-exclus), de collectifs « Pour une Unef Unie et Démocratique », concurrents, de fait, de l'UNEF (organisant une activité parasyndicale, recrutant de nouveaux adhérents) est une continuation de la logique de la période précédente. Non seulement, ces collectifs ne peuvent aboutir à la réintégration des camarades exclus (vu la détermination de la direction de l'UNEF due à la nécessité, pour elle, de réaliser un tournant fort à droite, seul un changement du rapport de forces à l'intérieur du syndicat peut y arriver). Mais, cette orientation répond d'autant plus à la volonté de la direction de l'Unef car ces collectifs aboutissent à drainer les camarades non-exclus à l'extérieur du syndicat.

Cette orientation ne peut aboutir qu'à la création d'une nouvelle structure syndicale qui entérinerait définitivement la rupture avec le mouvement tel qu'il s'exprime à travers l'Unef. Cette orientation qui ne repose que sur l'initiative d'une minorité des révolutionnaires ne permet pas de répondre à la nécessité d'organiser l'ensemble de la génération CPE.

Une réorientation syndicale est nécessaire et urgente. Nous devons combiner la défiance publique de notre organisation (JCR et LCR) envers la direction actuelle de l'UNEF (y compris à travers la démission des organes de direction) avec, d'une part, un travail d'opposition loyale au sein du syndicat (c'est-à-dire la construction des AGE de l'Unef avec tous les militants et militantes sur chaque fac indépendamment de leurs orientations) et, d'autre part, un travail conséquent de front unique de notre organisation (JCR et LCR) avec l'UNEF sur tous les fronts où cela est possible.

Au sein du syndicat, nous devons porter une ligne combative sans faire de l'accord sur l'ensemble de nos analyses un préalable à la construction commune. Notre orientation doit permettre, à travers des tests, des propositions et des débats de commencer à changer la donne. Cela signifie proposer des perspectives concrètes permettant d'entraîner bien plus largement que les révolutionnaires organisés dans le syndicat. Combinée à la bataille spécifique contre l'exclusion, cette orientation doit permettre la réintégration des camarades exclus en même temps que le développement de l'Unef

Tant que nos camarades ne sont pas réintégrés ils doivent participer à cette politique, recrutant des étudiant-e-s à l'UNEF au travers de leurs interventions politiques sur la fac, intervenant aux côtés de militants et militantes de l'UNEF dans les campagnes larges, cherchant à les entraîner de manière systématique. La légitimité et l'audience gagnée par cette orientation, notamment auprès des militants de l'Unef, ainsi que la construction d'un regroupement large à l'intérieur de l'Unef par les camarades non-exclus rendront l'exclusion de plus en plus incompréhensible aux yeux des militants de l'Unef et créeront les conditions nécessaires pour la réintégration des camarades.

C'est une condition pour démontrer largement les racines politiques de l'exclusion et contribuer à la bataille engagée avec les courants réformistes.

En pratique

Cette orientation peut prendre différents aspects pratiques mais nécessite une politique de construction syndicale cohérente entre les camarades exclus et non-exclus. La clé de cette orientation est de pousser l'Unef au cœur du mouvement et des mobilisations. Cela implique une stratégie menée à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat.

Cela signifie :

- Construire et développer, sur chaque fac, l'AGE existante de l'UNEF.
- Continuer une campagne interne demandant la réintégration des camarades exclus au nom de la nécessité de construire un syndicat fort et large intégrant toutes les sensibilités qui veulent se battre pour les droits de tous les étudiants.
- Pour les camarades exclus (mais également pour ceux qui ne le sont pas), développer tous les cadres de front unique (mouvement anti-guerre, RUSF, Forum Social Universitaire, débats et mobilisations ponctuels, etc.) de l'échelle locale à l'échelle nationale, en y impliquant notamment l'Unef. C'est dans ces cadres que nous convainquons les étudiants de rejoindre l'Unef.
- Défendre et développer cette orientation, à travers les arguments et les expériences, dans tous les cadres de discussion de la LCR et des JCR.

Cette orientation permettra à la radicalisation des jeunes qui ont fait l'expérience du mouvement contre le CPE de s'exprimer dans le syndicat et de trouver des points d'appui pour se développer sans subir l'étouffement que génère la ligne de la direction actuelle

S'il est possible de reconstruire rapidement une tendance interne plus large que nos seules forces dans l'UNEF, celle-ci devra avoir un profil d'opposition loyale dans le syndicat. Cette tendance pourra alors se battre avec efficacité pour la réintégration des camarades exclus. Pour que la TTE puisse remplir ce rôle, les révolutionnaires doivent se saisir de cet outil tout en y défendant l'indispensable changement d'orientation décrit précédemment.

Qu'ils soient aux JCR ou à la LCR, l'immense majorité des militants étudiants de notre courant sont organisés syndicalement.

L'exclusion politique de 40 militants de l'Unef (dont 30 camarades JCR) a des conséquences concrètes en terme de militantisme sur les facs et dans l'Unef.

Nous ne pouvons nous contenter d'un échange entre camarades de la LCR ou des JCR dans le cadre de la Tendance Tous Ensemble. La tendance excluant, par ailleurs, de fait, les militants de Sud… De plus, une tendance syndicale n'est pas l'espace correspondant aux débats d'orientation des révolutionnaires (et c'est en partie ce qui l'a paralysée jusqu'ici)

Alors que les désaccords sont profonds et que les enjeux sont importants, la nécessité d'organiser un débat sur l'orientation syndicale dans la jeunesse scolarisée, rassemblant l'ensemble des camarades interve-

nants dans la jeunesse est plus que jamais d'actualité.

Nous demandons à la DN du 23/09 de proposer une date d'ici la fin 2006 et d'impulser, avec l'ensemble des éléments et instances concernées (JCR, commission jeune, camarades jeunes, etc.) une rencontre nationale afin de discuter de notre orientation syndicale. Cette rencontre s'incrivant, de fait, dans la dynamique de la CNJ…

Marie (JCR Censier, BN des JCR, LCR Pantin), Marie (JCR Jussieu, LCR 18e, Exclue de l'Unef), Romain (JCR Censier, BV parisien JCR, LCR 13e), Sarah (JCR Saint-Denis, LCR Saint-Denis)

De notre orientation syndicale dans la jeunesse

1. Pourquoi faire du syndicalisme dans la jeunesse ?

La jeunesse ne constitue pas une classe en soi mais une composante de la population dont l'identification, la place et le rôle évoluent selon les époques, les sociétés et le système de production. Elle n'a pas de nature figée ni de développement mécanique. Dans la société bourgeoise la « jeunesse » est devenue une catégorie sociale à part entière autour du début du XIXe siècle. Dans la deuxième moitié du XXe siècle, la massification de l'éducation puis la crise économique ont complètement transformé les conditions de vie et d'existence de larges franges de cette jeunesse qui ont à la fois vu leur niveau d'instruction s'élever et se sont fortement « prolétarisées », devenant dans le même temps une cible privilégiée pour les politiques néolibérales. C'est objectivement que se pose pour elle la nécessité de se mobiliser et de s'organiser pour résister. Mais il y a également une dimension subjective à la mobilisation de la jeunesse : ne portant pas le poids des défaites passées et disposant plus facilement, par l'école, d'outils intellectuels et culturels, elle a une capacité de réaction potentiellement plus rapide et plus explosive. Au cours des dernières années il y a eu une accélération du processus, que ce soit au niveau des attaques (LMD, ECTS, moi d'autonomie des universités, etc.), ou au niveau des mobilisations de différents secteurs de la jeunesse et à différents niveaux (antifascisme, altermondialistes, lycéens, étudiants, banlieues, etc.). Dans cette dynamique la jeunesse scolarisée et plus particulièrement étudiante a joué un rôle clé, comme l'a illustré le mouvement anti CPE : elle est non seulement parvenue à unir et entraîner toute la jeunesse, mais aussi les travailleurs. Cette jeunesse scolarisée a donc la capacité de donner une direction à l'ensemble des jeunes, comme à être une étincelle pour la classe. Dans ce contexte les syndicats étudiants sont la principale forme d'organisation de la jeunesse scolarisée à une échelle un tant soit peu de masse. Ils sont un outil central pour la mobilisation et les luttes, à plusieurs niveaux : pour les conditions d'études (contre les attaques LMD, ECTS, professionnalisation), conditions de vie (augmentation des frais d'inscription, conditions du logement), conditions de travail ou d'entrée dans le monde du travail (CPE, CNE, stages, etc.), mais aussi exercice d'une certaine citoyenneté (répressions de l'expression publique et politique sur les universités).

Plus globalement il faut aussi réinscrire la question du syndicalisme dans la jeunesse dans une analyse de la période qui resitue les enjeux à une échelle plus large. D'une part la crise du capitalisme amène la classe dirigeante à faire sa révolution néoimpériale (néolibéralisme économique, militarisme et retour de la réaction), mais suscite également des résistances de masse (mouvements altermondialiste, anti-guerre, résistances antilibérales de l'Amérique latine à l'Europe, etc.). De l'autre les directions réformistes (social-démocrate et stalinienne) ont perdu leur hégémonie sur un mouvement ouvrier lui-même en pleine recomposition. Ce qui ouvre des perspectives pour les révolutionnaires mais comporte un certain nombre de responsabilités : la direction (des mouvements entre autres) est plus facile à prendre, mais l'organisation plus difficile à construire. Il s'agit de combiner dans notre stratégie à la fois l'unité la plus large et clarté la plus grande. Ceci est vrai pour le mouvement ouvrier en général, et pour ses différents secteurs en particulier, notamment la jeunesse. La nouvelle génération qui a fait ses armes ces dernières années connaît à la fois des modes de contestation parfois très radicaux, un niveau de généralisation politique rapide et élevé, ce qui ne signifie pas pour autant que le niveau de conscience (de classe pour soi) se développe et que l'organisation se fasse linéairement ou au même rythme. L'enjeu est de pouvoir répondre à ce décalage, être aujourd'hui capable de proposer des perspectives politiques et des modes d'organisation à cette nouvelle génération, dans le cadre d'une course de vitesse, non seulement avec les réformistes (cf. l'offensive des MJS suite au mouvement) mais aussi à la droite (cf. programme de Sarko « travail, famille, jeunesse »). Dans ce contexte, l'action syndicale est un outil de premier ordre.

2. Pour un syndicalisme de masse, unitaire et politique

En tant que révolutionnaires nous défendons l'idée d'un syndicalisme de masse qui puisse rassembler tous les étudiant-e-s sans autre a priori ni préalable que la volonté de s'organiser pour défendre nos droits. L'unité est notre meilleure arme, c'est une des conditions sine qua non pour gagner. En même temps, dans ce cadre que nous cons-

truisons aussi large que possible, nous devons défendre une vision du syndicalisme revendicatif et 'non corporatiste', qui ne se préoccupe pas seulement des conditions 'économiques' des étudiants, de leurs 'droits' universitaires, mais de l'ensemble de leurs conditions de travail, de vie, et d'expression politique et 'citoyenne'. Le processus de « syndicalisation » qu'a connu une organisation comme l'Unef, qui a pu ainsi au début des années 1960 mobiliser aussi bien sur les questions de réforme de l'université (plan Fouchet 1964-1964), que sur des combats politiques comme la mobilisation contre la guerre d'Algérie (fin des années 1950) et plus tard contre la guerre du Vietnam. Aujourd'hui nous défendons dans les syndicats l'implication sur des campagnes politiques comme la lutte anti sexiste, anti guerre, l'antiracisme, etc. Mais à la différence des tendances de type 'syndicalisme révolutionnaire' nous ne confondons pas le travail d'organisation politique au travail syndical. C'est justement parce que nous voulons dans le cadre syndical unir et organiser le plus largement la classe que les différenciations politiques des un-e-s et des autres ne peuvent être un préalable à l'unité. Pour mener la bataille politique, il est nécessaire de construire des organisations politiques indépendantes qui rassemblent les éléments les plus conscients et combatifs qui sachent aussi bien construire les luttes que convaincre des perspectives révolutionnaires.

Pour ce qui est du syndicalisme étudiant en France aujourd'hui, un premier constat à faire est que ce n'est pas malheureusement ce qu'on peut appeler un syndicalisme de masse (moins de 1 % des étudiants sont syndiqués). Pour autant, comme l'a montré le dernier mouvement et la victoire contre le CPE, la jeunesse scolarisée et en particuliers les étudiants peuvent aujourd'hui jouer un rôle moteur dans le rapport de force social et politique. Les syndicats étudiants ont ainsi la capacité d'impulser, de diriger et même parfois d'arrêter les mouvements. Hors mouvement, les syndicats restent les principales structures de base dans lesquels les étudiant-e-s s'organisent collectivement. C'est pourquoi nous nous devons de les construire et d'y intervenir collectivement. Aujourd'hui le syndicat majoritaire en milieu étudiant c'est l'Unef. C'est donc ce syndicat que nous devons construire. Pas parce qu'en soit l'Unef serait le meilleur syndicat au monde, qu'il est plus réformiste donc mieux, etc., mais parce que c'est celui qui rassemble le plus largement les étudiants. Si c'en était un autre, c'est cet autre que nous construirions. Par exemple en France au début du siècle le syndicat majoritaire des travailleurs était la CGT de tendance syndicaliste révolutionnaire. C'est dans ce syndicat que les révolutionnaires intervenaient, malgré les critiques à avoir à l'encontre de cette tendance. C'est la même chose par rapport à l'Unef dans le milieu étudiant aujourd'hui : notre politique syndicale ne se base pas sur la 'pseudo' proximité politique ou le caractère plus ou moins radical des directions syndicales, mais sur la nécessité et la capacité de construire largement et de pouvoir influencer la direction des mouvements. Cela étant, on ne peut que constater l'existence de plusieurs syndicats étudiants, principalement l'Unef, majoritaire, et SUD Etudiant. Ce dernier, bien que minoritaire et sans influence significative à l'échelle nationale, a une réalité militante locale certaine dans plusieurs endroits. Sans revenir sur les raisons qui ont amené à la création de ce syndicat, nous ne pouvons pas faire comme s'il n'existait pas, ce d'autant plus nombre de nos camarades y sont. On ne peut se contenter de répéter « il faut être à l'Unef, il faut être à l'Unef », quand de toute évidence une partie de nos camarades militent et construisent Sud. Il faut partir de cette réalité, tout en gardant en tête notre boussole politique, et travailler à l'élaboration et la mise en pratique d'une politique syndicale convergente de l'ensemble de notre courant, dans l'Unef et dans SUD.

Si nous sommes d'accord sur la nécessité de proposer à toute la jeunesse des perspectives politiques de luttes et d'organisation nouvelles, la question de la refondation syndicale doit être au cœur de notre orientation. Il doit s'agir ici, non pas d'un bricolage institutionnel, par simple addition des faibles forces qui existent (Unef ou une partie+SUD+FSE), mais d'un vrai processus de transformation et de dépassement des cadres syndicaux actuels vers une structure nouvelle, large, unitaire et dynamique. Ce projet doit être le moteur de notre stratégie syndicale, et doit être défendu et mené par l'ensemble de notre courant politique dans la jeunesse, et par tous les camarades qu'ils/elles soient syndiqué-e-s à l'Unef ou SUD. Ca doit être la boussole politique à partir de laquelle s'articule notre intervention quotidienne, et tous les camarades doivent mener cette bataille dans leur syndicat. Ce qui exige en outre de notre part une meilleure et réelle élaboration collective et coordination de cette intervention. Comme l'ont montré, en ultra-négatif, les débats internes lors de l'exclusion de nos camarades de l'Unef, le retard et le passif accumulé est particulièrement dommageable, à nous comme au mouvement. Cette tâche est donc plus que jamais urgente, et le processus de la conférence nationale jeune doit absolument permettre qu'elle soit proprement entamée.

3. Sur la question des exclu-e-s de l'Unef

Cette question ne regarde pas seulement les camarades syndiqué-e-s et les camarades membres de l'Unef, mais l'ensemble de notre courant, car elle met en jeu toute notre intervention syndicale dans la jeunesse. Tous les camarades doivent donc prendre ce débat au sérieux et y participer de la manière la plus constructive possible. Un premier point, pour éviter les mauvais débats et procès d'intention (vu la tournure de certains échanges il semble nécessaire de le rappeler) : tou-te-s les camarades soutiennent et défendent les (JCR et autres) exclue-s de l'Unef, et se battront sans relâche pour leur réintégration. Et cela quelles que soient les critiques, légitimes d'ailleurs, que l'on peut avoir sur les raisons invoquées pour justifier les exclusions. Par contre, si nous sommes d'accord pour constater que c'est une attaque contre tou-te-s et qui nous affaiblit tou-te-s, il nous faut aussi comprendre pourquoi et comment nous avons pu nous retrouver dans cette situation, afin de corriger le tir et ne plus refaire les mêmes erreurs. Nous avons entre nous des appréciations divergentes sur ce point, et nous devons faire en sorte que le dé-

bat se poursuive et se clarifie dans le cadre des discussions de la CNJ notamment. Les points que l'on doit débattre pour le moment sont de deux ordres : comprendre le pourquoi l'exclusion en analysant un peu le contexte général et dans un deuxième temps comment mener la bataille pour la réintégration.

Pourquoi l'exclusion ?

La décision de la direction de l'Unef d'exclure une partie des militants de la TTE ne s'explique ni ne se comprend en dehors du contexte politique global de recomposition à gauche. Il ne s'agit pas juste d'un règlement de compte interne à l'encontre des « gauchistes » du syndicat, une revanche après le rôle joué pendant le mouvement. Il y a de ça mais ce n'est pas la raison fondamentale. La décision de la direction de l'Unef s'inscrit dans le processus de social-libéralisation que connaît depuis plusieurs années le parti socialiste, qui influence largement et directement la direction du syndicat. Ce processus s'est accéléré ces derniers temps, comme le montre l'orientation de synthèse du congrès du Mans de 2005 ou encore l'émergence autour de Ségolène Royal d'une direction qui assume ouvertement l'adhésion des sociaux-démocrates à la « révolution néoconservatrice ». Dans ce processus il y a une mise au pas du parti, similaire à ce qui a pu se produire dans les années 1990 dans le Labour Party anglais par exemple, afin d'en faire un véritable outil de cette politique. Cela se traduit par une offensive sur la gauche du parti qui est sommée de « rentrer » dans les rangs. Après la victoire contre le CPE, dont le PS a également bénéficié, et en perspective des élections de 2007 et 2008, le serrage de boulon, et la pression sur la gauche, s'est fait sentir encore plus fort, à tous les niveaux. Chacun s'est ainsi mis en ordre de bataille, aussi bien à l'interne qu'à l'externe. Si la direction de l'Unef est loin d'être devenue ultra-radicale, elle représente néanmoins une des tendances de gauche dans le parti socialiste, et qui plus est, qui est également sortie renforcée du mouvement. Elle est effectivement parvenue à rattraper et ensuite à rester à la tête du mouvement même si elle a été sérieusement concurrencée, débordée et à certains moments supplantée sur sa gauche par la coordination étudiante. À l'échelle de masse, Julliard est bien apparu comme un porte-parole légitime du mouvement, et au final ce sont ses mots d'ordre de fin de grève qui ont été suivis, pas ceux de la coordination étudiante. Donc cette direction est sortie elle aussi renforcée du mouvement grâce à la victoire, ce qui lui donne confiance pour reprendre les choses en main à l'interne. C'est un raisonnement tout à faut cohérent de sa part, même si à moyen et à long terme c'est une décision qui affaiblit le syndicat en le privant de militants actifs et chevronnés. En un sens ils pensent pouvoir faire sans et être capable de se débrouiller très bien tous seuls.

Comment mener la bataille ?

Nous nous retrouvons donc dans une position difficile, affaiblis et sur la défensive. Nous n'avons pas, pour le moment, le rapport de force nécessaire pour contre-attaquer immédiatement, mais il va falloir le construire. Pour cela il y a plusieurs manières de faire, et c'est là où nos points de vue divergent fortement. Je ne prétends pas pour ma part, du fait de mon manque d'expérience de travail syndical et de la construction de l'Unef, comprendre et connaître toutes les subtilités manœuvrières des uns et des autres dans le débat interne à l'Unef. Mais je pense néanmoins possible de lancer ici quelques pistes.

Le premier point c'est de se mettre d'accord sur le sens et l'objectif de cette bataille : il s'agit de gagner la réintégration de nos camarades dans l'Unef parce que nous pensons qu'il est crucial dans la période actuelle de construire ce syndicat (cf. les points développés ci-dessus) et nous devons faire en sorte qu'un maximum de camarades soient en capacité d'y être et de le faire. L'ensemble de notre stratégie doit s'articuler autour de cet objectif qu'un maximum de camarades puissent être dans et construire l'Unef. C'est pour cela que nous nous battons pour la réintégration. C'est pour cela également que nous devons tout faire pour éviter que d'autres camarades soient exclu-e-s à leur tour. Cela ne signifie pas « courber le dos et fermer sa gueule en avalant couleuvre après couleuvre ». Nous sommes en situation de faiblesse, nous n'avons pas le rapport de force, nous sommes moins nombreux, donc nous devons être plus, beaucoup plus malins que les réformistes. Cela signifie continuer à construire l'Unef, et mener la bataille pour la développer avec tous ceux et toutes celles prêt-e-s à le faire, notamment nos camarades exclu-e-s.

L'Unef est sans aucun doute une organisation dont la direction sait faire jouer tous les ressorts bureaucratiques pour verrouiller le débat. C'est pour cela qu'il est peu probable que l'on puisse mener une campagne interne d'ampleur, simplement sur la base du (petit) nombre de gens qu'on arrivera à recruter sur les bases du mouvement. Mais pour autant nous n'avons ni les moyens ni intérêt à mener une campagne « externe » (pour ceux qui sont exclu-e-s notamment) d'opposition frontale. Il nous faut admettre notre faiblesse et faire avec. Ce qui signifie qu'il nous faut reconnaître qu'on se prépare à une période particulièrement dure pour les camarades qui continueront à militer à l'Unef comme pour ceux et celles qui en sont exclu-e-s. Néanmoins il est possible de construire un rapport de force, en menant la bataille à différents niveaux et de différentes manières.

i) Dans l'Unef, en construisant le syndicat sur des bases d'ouverture et de radicalité ; ce qui signifie, outre le fait d'être les meilleurs syndicalistes sur toutes les campagnes, argumenter dans ce cadre pour la réintégration des militant-e-s injustement exclu-e-s en faisant circuler une pétition, en proposant des motions dans nos AGE, etc. Dans ce sens il ne peut pas être envisagé de suspendre notre participation aux instances du syndicat. Autant s'exclure soi-même directement. On veut au contraire pouvoir peser de toutes nos forces, aussi petites soient-elles, à l'intérieur.

ii) Hors de l'Unef, les camarades exclu-e-s doivent pouvoir continuer d'avoir une intervention sur les questions « syndicales ». Je ne crois pas qu'on puisse se permettre de dire (en gros et

en caricaturant un peu) : « ce n'est pas grave, ils feront autre chose, y a suffisamment de fronts de luttes, laissons à ceux qui restent dans l'Unef le soin de faire du syndicalisme ». Il nous faut trouver des modalités qui permettent aux camarades exclu-e-s d'intervenir aussi sur les questions syndicales, sans substituer cette intervention à la construction réelle d'un syndicat. Dans ce sens on peut envisager la construction de « collectifs étudiants indépendants », qui soient des structures regroupant uniquement les camarades exclu-e-s de l'Unef pour leur permettre d'avoir une intervention collective. Ces structures, qui ont vocation à disparaître aussi tôt que possible, auront pour tâche première de donner aux camarades exclu-e-s un cadre collectif de débat et d'intervention sur les questions syndicales. Entendons-nous bien : il ne peut s'agir de structures auxquelles on propose aux gens d'adhérer, ce qui reviendrait à construire un ersatz de syndicat, sans réelle perspective de développement au-delà des bastions des exclu-e-s (s'il devait en être autrement, il s'agirait alors d'un autre projet, celui de construire un syndicat alternatif, ce qui est un autre débat). Au contraire, ces collectifs doivent argumenter auprès des étudiants pour qu'ils rejoignent l'Unef, afin de renforcer l'opposition de gauche en construisant un syndicat de combat, ouvert et démocratique. Ce sera un moyen de faire ensuite pencher les AGE dans les votes de motions en faveur des réintégrations. Y compris c'est une manière de retourner l'argument des militants « ennemis du syndicat », en prouvant dans les faits que même exclu-e-s ces militant-e-s continuent à argumenter pour le construire parce que c'est dans l'intérêt général. Cela peut apparaître complètement fou ou masochiste pour les réformistes ou les gauchistes, mais c'est totalement cohérent du point de vue des révolutionnaires. Ces cadres temporaires, dont il faudra tester dans la pratique la viabilité sur ces bases, devraient également permettre une intervention, en proposant par exemple, avec l'appui des camarades syndiqué-e-s Unef et SUD, de mener sur toutes les questions des batailles unitaires, en mettant en place des « coordinations » rassemblant syndicats, partis et autres associations comme les « collectifs étudiants indépendants ». Au sein de ces coordinations unitaires il serait possible aux camarades dans l'Unef, dans SUD, et dans ces « collectifs » de pousser les arguments politiques et d'intervenir ensemble dans le même sens.

iii) Enfin au niveau de la bataille sur le terrain « politique », il faut l'envisager comme une bataille d'influence et de pressions plus que de confrontation directe. Je ne crois pas qu'on ait ni les moyens, ni intérêt à faire un « battage médiatique » à coup d'articles et d'édito interminables et incendiaires. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne doit pas se servir de certaines armes, y compris médiatiques (en n'oubliant pas tout de même que ce sont des armes à double tranchant que nous ne contrôlons absolument pas). Notre campagne « politique » externe doit s'appuyer sur l'influence de notre courant politique à gauche, et s'exprimer de (directes ou indirectes) : à travers des articles dans notre presse mettant en avant l'action des camarades au sein des leurs structures syndicales, rappelant la nécessité d'un syndicalisme uni et ouvert, etc., les interpellations entre directions d'organisation (que ce soit au PC/UEC pour demander leur soutien, ou envers le PS-Unef pour les mettre en garde des conséquences plus générales de leur décision), etc. En tous les cas cette campagne doit recourir sans cesse à une argumentation, non pas de dénonciation systématique et quelque peu stérile au final du manque de la direction de l'Unef (qui ne convainc pas les convaincus et dégoutte plutôt les non-militants), mais de défense et de construction d'un syndicalisme de masse, ouvert et démocratique.

Nous devrons d'ici quelques mois (au plus tard en janvier prochain) faire un premier bilan de cette stratégie, et en fonction des évolutions envisager son renforcement ou sa révision.

Danièle (JCR Sorbonne/LCR Aubervilliers), 08/09/06.

Après les exclusions de l'Unef, comment avancer ?

Petit rappel des faits : le 2 septembre 2006, l'Unef a exclu 40 militants de la tendance Tous ensemble, des AGE de Paris 1, 6, 7, 8 et Paris 10 de manière totalement antidémocratique. La procédure s'est tenue entre le 24 juillet et le 2 septembre, c'est-à-dire précisément au moment où il n'est pas possible d'en discuter, ni dans le syndicat, ni dans les facs. Les accusés n'ont pas été mis au courant de la tenue de la commission de contrôle. Le collectif national qui a voté notre exclusion s'est déroulé à huis clos, alors que d'habitude tous les militants peuvent y assister. Parmi les exclus se trouvent des élus, des membres des instances de l'Unef, des anciens porte-parole du mouvement contre le CPE, des militants connus pour leur engagement dans le mouvement lycéen de 2005 ou sur leurs universités. Sur ces 40, les deux tiers font partie des JCR. Les motifs invoqués sont des violences le 1er Mai, la présentation de listes concurrentes aux élections à Paris 7, et même un conflit datant de 2005 lors des états généraux du LMD (en plein mouvement lycéen).

Ces motifs n'ont été que des prétextes, en réalité, la direction de l'Unef a exclu des militants qui contestent son orientation. Ce texte vise à donner des éléments sur les raisons de l'exclusion, sur notre projet syndical, et sur la stratégie à adopter contre l'exclusion.

1- Les raisons de l'exclusion

La direction a exclu les équipes qui sont position de contestation régulière et directe avec son orientation et son hégémonie.

La Majo est censée être majoritaire à

Paris 1, 6, 10 et soutient à bout de bras la TRS (tendance la plus à droite du syndicat) dans les deux autres (Paris 7 et 8). Elle est contestée notamment à Nanterre et à Jussieu où nous sommes plus forts que les équipes censées être majoritaires localement. La direction de l'Unef a peur qu'on puisse lui contester son hégémonie en tant que représentante légitime des étudiants, ce qui a été le cas pendant le mouvement contre le CPE.

Les motifs d'exclusion sont directement liés à ce problème : à la manifestation du 1er Mai, aux États généraux sur le LMD, les camarades n'ont fait que contester l'orientation de la direction. Au congrès de l'Unef Paris 7, la Majo a aidé la TRS à tricher pour empêcher la TTE de devenir majoritaire. Le déroulement des élections à P7 est la suite de cette affaire.

La direction veut avoir les mains libres pour convaincre les nouveaux adhérents d'un syndicalisme « réaliste »

L'Unef lorgne sur l'orientation de la CGT et de la CFDT et souhaite être plus intégrée aux institutions. Trois choses le prouvent.

La première est son inertie dans le mouvement contre le CPE : nationalement, elle refuse d'abord d'appeler à la grève et à une nouvelle journée d'action, encore moins à une coordination nationale. Localement, les dirigeants sont désarmés et ont pour seule instruction de restreindre les revendications à la question du CPE et de garder de bonnes relations avec les administrations

Le deuxième phénomène est la volonté permanente d'être associée à la discussion sur l'application des réformes, y compris les réformes libérales, et à préserver un cadre de discussion avec le ministre… C'est le cas en particulier sur la question du rapport « universités - emplois », un des projets des plus graves de la classe dirigeante, ou lorsque la Majo a voulu écrire des amendements au Pacte pour la recherche qui consistaient presque exclusivement à demander une plus grande association des organisations étudiantes à la mise en place de la réforme !

Troisièmement, des liens particulièrement forts avec la gauche quand elle est au pouvoir. En 2001 et 2002, la direction de l'Unef était favorable au LMD écrit par Lang, aujourd'hui, elle se prépare à accompagner la professionnalisation voulue par la bourgeoisie et par la gauche.

La volonté des émmanuelistes d'être hégémoniques dans la jeunesse

Cela fait des années que les émmanuelistes poussent des équipes minoritaires vers la porte. Depuis 2001, plusieurs courants ont été poussés vers la sortie. Il y eu la TS sortie pour fonder la Cé. Il y a eu les militants proches de SOS-racisme, évincés de toutes les instances en 2003. Les militants issus de la direction de l'ancienne Unef (communistes) ont disparu petit à petit, asphyxiés par la direction. Les militants proches de PRS sont actuellement eux aussi combattus avec vigueur par la majorité. Sans parler de tous les militants de la TTE qui sont partis à Sud ou ont arrêté de militer parce qu'on leur interdisait d'adhérer à l'Unef ou parce qu'ils en avaient assez du fonctionnement de l'Unef. Cinq ans après la réunification, le spectre des sensibilités dans l'Unef est plus petit qu'en 2001. La direction de l'Unef ne supporte pas qu'on conteste trop son orientation, que ce soit sur sa droite ou sur sa gauche. Elle voit les autres courants comme des parasites qui l'empêchent de construire son syndicat efficacement.

Un décalage trop grand entre notre poids dans l'Unef et notre poids dans le milieu étudiant

C'est la principale raison de notre exclusion. Cela faisait plusieurs mois que la direction de l'Unef pesait le pour et le contre de nous exclure. La place qu'on a eue dans le mouvement a été pour eux la goutte d'eau qui fait déborder le vase. En effet, c'est notre orientation qui a été reprise pendant le mouvement (blocage, tout en continuant à appeler à des dates de manifestations, liens avec les lycéens, les salariés, indépendance avec les institutions, auto-organisation…). Et nous avons été à la direction de la coordination (nous avons écrit tous les appels qui sont sortis de la coordination, camarades élus porte-paroles…). Nous n'avons pas tout dirigé de A à Z, mais comme notre orientation était massivement reprise, la direction de l'Unef a été obligée de se mettre à la remorque de ce qu'on disait tout en essayant de freiner, et n'avait pas le rapport de force suffisant pour défendre une orientation contradictoire à la nôtre de manière publique et frontale. Nous avons donc un poids important dans les mobilisations et dans le milieu étudiant, mais vu le fonctionnement antidémocratique de l'Unef, nous pesons trois fois rien dedans. Ce qui nous amène à défendre notre orientation à l'intérieur du syndicat, mais aussi à l'extérieur. Le mouvement contre le CPE est révélateur : au Collectif national de l'Unef en février, notre orientation était minoritaire, mais quelques semaines après, elle était suivie par des dizaines de milliers d'étudiants. Pour la direction de l'Unef, cette situation n'était plus supportable, et comme ils n'étaient pas prêts à nous laisser plus d'espace dans le syndicat, ils ont essayé de résoudre ce décalage de manière bureaucratique : en nous virant !

2- Notre projet syndical

Pour un syndicat uni et démocratique

Un syndicat n'est pas un parti centralisé, c'est une organisation qui regroupe toute une catégorie sociale pour défendre ses intérêts. Il est normal que s'expriment des désaccords à l'intérieur, c'est même une garantie pour que le syndicat rassemble largement. À moins de considérer qu'il ne peut exister qu'une opinion au sein de cette catégorie sociale. Il est encore normal que les désaccords s'expriment à l'extérieur du syndicat, contrairement à ce que raconte en permanence la direction de l'Unef, sinon, cela signifierait que le syndicat ne souhaite pas organiser ceux qui sont en désaccord avec son orientation mais qui sont convaincus de l'utilité de la lutte syndicale, de la nécessité d'organiser sa catégorie sociale.

Exclure une minorité parce qu'elle a

des désaccords, du moment qu'ils restent dans le cadre de la défense des droits des étudiants, c'est une restriction à la liberté d'expression dans le mouvement social.

Contre la division syndicale, regrouper massivement les étudiants

Si nous sommes pour un grand syndicat, si possible unique, dans le mouvement étudiant, c'est parce que c'est un moyen pour unifier les étudiants pour défendre leurs droits. Nous considérons que, malgré les désaccords qui existent dans le syndicat, il vaut mieux être unis pour se battre ensemble sur les questions fondamentales : C'est l'élément de loin le plus important pour un syndicat : qu'il regroupe largement. Les désaccords sur l'allocation d'autonomie, sur la Palestine ou l'auto-organisation n'empêchent pas d'organiser ensemble des tables d'informations ou des interventions en amphis contre le CPE. En effet, exclure un courant syndical, cela revient à accentuer la division syndicale, qui est déjà trop importante : Unef, FSE, Sud, Cé, Cvse… sans parler des multiples associations locales qui ont une activité proche de celle des syndicats. Diviser le syndicat, c'est affaiblir le syndicalisme et les étudiants alors que les attaques gouvernementales pleuvent. Face à un tel gouvernement, accentuer les querelles de chapelles est irresponsable. Nous devons donc nous battre pour la réunification syndicale.

Pour un syndicat indépendant

Un syndicat indépendant, ce serait un syndicat qui ne décide pas de son orientation en fonction des dates des élections universitaires, mais en fonction des intérêts des étudiants. Ce serait un syndicat où les élus refuseraient d'appliquer les réformes qui s'opposent aux intérêts des étudiants. Ce serait un syndicat qui analyserait les réformes non pas en fonction de si c'est la gauche ou la droite qui est au gouvernement, non pas en fonction des discussions qu'il a avec le ministre, mais en fonction de leur gravité et des besoins des étudiants. En quelques mots, nous voulons un syndicat indépendant de l'État, des gouvernements et des partis.

Pour un syndicat démocratique

Nous voulons un syndicat qui respecte la démocratie dans les mobilisations, en faisant tout son possible pour développer l'auto-organisation. C'est une question décisive. L'auto-organisation est le meilleur moyen de retranscrire de manière dynamique les débats, les réflexions et évolutions des positions des étudiants, loin devant une organisation qui ne peut organiser (et c'est normal) des congrès que tous les deux ans. Dans une mobilisation, la démocratie s'effectue jour par jour, heure par heure.

Nous voulons un syndicat qui soit lui-même démocratique.

3- Comment gagner la bataille pour la réintégration des camarades ?

Aujourd'hui la question n'est pas de comment convaincre la direction de l'UNEF de nous réintégrer, mais comment la forcer à le faire en convaincant la base.

En préalable, il est évident que ce ne sont pas 40 militants qui sont visés en raison d'actes individuels, mais c'est notre courant en tant que tel qu'a visé la direction de l'Unef. Il semble donc évident que la tendance tous ensemble à laquelle nous participons doit prendre cette exclusion comme un acte d'agression contre elle et réagir en conséquence.

Les militants exclus doivent encore faire partie de la tendance

La base de la base est donc de considérer que cette exclusion n'est pas légitime, et que même si les camarades se sont fait vider de l'Unef, ils font encore partie de la tendance. Ne pas faire cette démarche reviendrait à avaliser l'exclusion.

Les camarades doivent suspendre leur participation aux instances de l'Unef

La direction de l'Unef a peur qu'il y ait une hémorragie de militants, et de ne plus apparaître au grand public comme le syndicat de « tous les étudiants ».

Dans ce cadre, exclure 40 militants soidisant « ennemis du syndicat » ou l'ensemble d'une tendance qui pèse 10 % du syndicat n'a pas la même signification. C'est pourquoi l'ensemble de la tendance, en solidarité avec les camarades exclus, et pour mettre la pression sur la direction de l'Unef, devrait suspendre sa participation au moins aux instances du syndicat.

Construire les Collectifs pour une Unef Unie et Démocratique

Nous devons nous demander ce qui peut nous permettre de gagner la bataille pour la réintégration. Si la direction de l'Unef nous a exclus, c'est parce qu'elle a fait le pari qu'on sera moins gênant à l'extérieur qu'à l'intérieur. À nous de prouver le contraire.

L'idée est de construire un cadre qui permette de continuer à faire du syndicalisme là où on est exclu, et qui soit un cadre qui permette de regrouper les militants qui souhaitent mener la bataille pour la réintégration qu'ils soient à l'Unef ou non. Ces collectifs nous permettront de créer un rapport de force en agrégeant des militants autour de nous, et en devenant l'Unef de référence sur les facs où nous sommes exclus. Ces collectifs demanderont leur intégration à l'Unef en tant que collectifs, ce ne seront donc pas 40 militants qui demanderont à être réintégrés, mais 400 personnes qui demanderont à intégrer l'Unef collectivement.

La construction de ces collectifs doit prendre en compte les différentes réalités locales. Par exemple, à Saint-Denis la camarade qui a été exclue est en train de réintégrer l'Unef dans les faits, et c'est positif. À Nanterre, Jussieu et Tolbiac, construire les collectifs revient à construire une structure syndicale qui mène donc de l'activité tout en menant la bataille pour la réintégration. Et pour l'instant, nous réussissons à construire ces collectifs.

Sur les autres facs, l'adhésion au collectif se fait surtout par soutien aux camarades exclus, et permet de venir à des réunions afin de discuter d'orientation syndicale, de comment mener la bataille pour la réintégration… mais les camarades localement continuent à militer dans leur structure syndicale.

Une bataille publique

Évidemment la bataille doit se mener en premier lieu en interne, mais cela n'est pas suffisant. Nous devons utiliser tous les moyens pour porter le débat, et la presse en est un. Vu le fonctionnement de l'Unef, la seule manière de pouvoir toucher tous les adhérents est de passer par une campagne de presse.

Nous devons également mener la bataille en nous appuyant sur les autres organisations du mouvement étudiant et ouvrier. Car cette exclusion n'est pas qu'une affaire interne à l'Unef, mais pose plus largement le problème de la démocratie dans le mouvement ouvrier.

La question de la justice

La direction de l'Unef non a exclu en bafouant les règles les plus élémentaires de la démocratie. Nous ne devons donc pas nous gêner : contester la manière dont l'exclusion a été décidée est une des seules manières de remettre cette décision en cause dans les faits et d'imposer un débat public dans le syndicat sur la question. De plus, ce type de procédure n'affaiblirait en aucun cas le syndicat : elle n'atteindrait que la direction, qui doit être dénoncée comme responsable de l'exclusion.

Faire les tests et tirer les bilans

Ces quelques semaines de débats dans l'organisation ont été dures car ils existent de réels désaccords. Nous devons continuer à débattre, et nous espérons bien finir par convaincre l'ensemble des camarades, mais nous proposons également de faire des tests et de discuter à partir des bilans qu'on en tire. Pour l'instant quelques tests ont été faits. Tout d'abord celui de la bataille en interne au Collectif National du 2 septembre (et au CN d'octobre). Le bilan à en tirer est qu'il sera très dur de convaincre en interne et qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité qu'a la direction de l'Unef à encadrer les militants, même les plus sincères. La bataille en interne, c'est aussi faire signer la pétition et faire voter la motion qui demande notre réintégration. Pour l'instant les résultats de ce côté-là ne sont pas mirobolants…

Les tests qui ont commencé à être faits sérieusement pour l'instant sont ceux de la construction des collectifs là où nous sommes exclus. Sur les facs où nous tenons les tables du collectif, elles ont un écho plus important que celle de l'Unef. Notre milieu syndical et les grévistes de l'année dernière comprennent plutôt bien la démarche. Les étudiants que nous rencontrons ne nous prennent pas pour des fous. Certains se sont même syndiqués au collectif pour une Unef unie et démocratique.

4- Où vont les camarades ?

Les débats autour de notre exclusion soulèvent de nombreuses questions sur la stratégie de certains camarades et sur jusqu'où vont-ils aller s'ils suivent cette logique.

Le plus préoccupant dans l'immédiat est que ces camarades refusent de dire clairement s'ils sont pour que les camarades exclus continuent à être membres de la TTE. Mais nous pensons que l'orientation et le comportement de ces camarades depuis plusieurs mois posent problème. Ils se sont à plusieurs reprises désolidarisés publiquement des camarades qui ont fini par se faire exclure et ont tenté à plusieurs reprises de nous écarter des instances du syndicat en s'appuyant sur la direction. Ils ne défendent pas une orientation et un fonctionnement clairement alternatif à celui de la direction du syndicat. Cela les amène parfois loin dans l'adaptation au fonctionnement bureaucratique du syndicat.

Premier exemple : Dans l'Unef, les tendances minoritaires n'ont pas accès au fichier des adhérents, ce qui permet à la direction de rester majoritaire, car pendant les congrès, elle peut rappeler l'ensemble des adhérents en leur expliquant quoi voter, sans qu'ils aient pu écouter d'avis divergents. La TTE a toujours dénoncé ce fonctionnement et a toujours demandé que le fichier des adhérents soit accessible. Ces camarades ont décidé d'adopter le même fonctionnement avec nous à Paris 5. La tendance était chargée de construire cette AGE et les deux sensibilités y ont mené de l'activité et ont syndiqué plusieurs dizaines d'étudiants. Afin de nous empêcher de nous construire et de réussir à construire leur courant sur la région parisienne, ces camarades ont utilisé le fait qu'ils remontaient les cartes à la direction du syndicat pour s'accaparer le fichier des adhérents qu'ils ont refusé de nous transmettre et qu'ils ont également refusé de transmettre à un militant de notre sensibilité qui est étudiant à paris 5 !

Deuxième anecdote : Une de ces camarades est permanente de l'Unef, alors que cela n'a jamais été discuté dans la tendance, et que la moindre des choses, est que ce soit la tendance qui décide qui elle met à ce genre de poste et que ce ne soit pas des bureaucrates qui cooptent des militants, surtout quand ceux-ci ne daignent même pas en informer leurs camarades.

Dernière anecdote : pendant le mouvement, les sénateurs UMP ont proposé de rencontrer l'ensemble des organisations pour négocier. La coordination nationale s'est prononcée pour refuser ces rencontres. Trois jours plus tard nous apprenons en regardant la télévision que les camarades ont accepté de faire partie de la délégation en voyant sur France 3 Bruno Julliard et une camarade sortir du cabinet des sénateurs : manière étrange de respecter les décisions prises en coordination et de se consulter et dans la tendance du syndicat, et dans notre organisation politique.

Il est normal d'avoir des désaccords d'orientation dans notre courant politique, et c'est même plutôt sain. Par contre sur certains principes comme l'indépendance politique, la démocratie dans le mouvement ouvrier, la solidarité politique, il nous semble que ce n'est pas possible de tergiverser.

Et la conséquence de cette évolution inquiétante, au niveau de la lutte contre l'exclusion, c'est qu'elle n'est pas menée avec le plus grand des enthousiasmes. Il y a pour nous un problème de solidarité politique élémentaire. La solidarité c'est ne même pas se poser la question de l'appartenance des exclus à la tendance. C'est aussi refuser de continuer à être permanente et se faire payer par ceux

qui excluent nos camarades.

Conclusion

Se battre contre l'exclusion et pour la réunification syndicale n'est pas qu'une question idéologique. Si les étudiants ne se dotent pas d'un instrument de lutte suffisamment fort, comment réussirons-nous à repousser les attaques actuelles et à passer à la contre-offensive dans un milieu qui a prouvé qu'il pouvait avoir une force d'entraînement décisive vis-à-vis des travailleurs ? C'est le premier enjeu de la discussion.

Le deuxième enjeu, c'est notre relation avec la bureaucratie. Nous devons tous comprendre que défendre une orientation syndicale offensive et se battre pour qu'elle soit majoritaire dans le syndicat et dans le milieu étudiant implique parfois de défendre son orientation en sortant des cadres du syndicat, en ne respectant pas les décisions de la bureaucratie : par exemple quand l'Unef dit qu'il ne faut pas bloquer la fac, et que c'est grâce à nos interventions que le blocage est voté ; oui on sort des cadres fixés par la bureaucratie, mais on permet surtout au mouvement d'avancer, et c'est ça le plus important. Cela implique à certains moments un certain degré d'affrontement avec les bureaucrates et nous ne devons pas en avoir peur.

Laure (Nanterre, BN), Xavier (Nanterre, BN)

Pour tenter de sortir par le haut des discussions à propos de l'exclusion des camarades

Nos tâches à la rentrée

Cette année qui commence est marquée par différentes campagnes qu'il s'agit de ne pas manquer. L'objectif n'est pas d'être exhaustif mais de donner quelques pistes.

Tout d'abord, même si la situation est pour le moment en stand-by, la guerre au Liban montre la poursuite de la stratégie de guerre sans limite. Dès maintenant, se pose la nécessité de relancer un mouvement anti-guerre permanent. Pour cela, le cadre d'ACG maintenu depuis le début de la guerre en Irak peut être un outil.

Ensuite, le mouvement contre le CPE a mis en mouvement de nombreux jeunes auxquels il est indispensable de proposer des perspectives et/ou des cadres pour militer. Notre milieu sur les facs n'a plus rien à voir avec notre milieu avant le mouvement. Comment ne pas perdre cet acquis ? Différents cadres existent, d'autres sont à créer, en lien avec la situation politique et les possibilités ouvertes par la victoire du non à la constitution et les mouvements qui ont suivi.

Par ailleurs, les JCR ont deux échéances à préparer d'ici la fin de l'année : le congrès des JCR et la CNJ. L'ensemble de l'organisation ainsi que l'ensemble des jeunes de la ligue doivent pouvoir participer aux débats dès maintenant.

Nous ne pouvons nous permettre de rester paralysés par la discussion autour de l'exclusion des camarades de l'UNEF. Il s'agit donc d'essayer d'avancer.

Sortir des procès d'intention

La discussion ne se situe pas autour de faut-il, ou non, soutenir les camardes, mais plutôt, autour de comment les soutenir et obtenir leur réintégration. Il n'y a pas, d'un côté ceux qui veulent se battre pour la réintégration et de l'autre ceux qui ne le souhaitent pas.

Du coup, cette discussion s'accompagne d'une analyse de l'UNEF aujourd'hui. Est-il possible d'obtenir la réintégration des camarades en ne menant campagne qu'à l'intérieur de l'UNEF, y compris si on ajoute les étudiants que nous syndiquons en cette rentrée ?

Il est possible (probable…) que nous n'arrivions pas à nous convaincre. Dans ce cas, c'est par la pratique, en faisant des tests que nous pourrons trancher.

L'UNEF aujourd'hui

Tout d'abord, dans le dernier mouvement, l'UNEF n'a pas été à la direction, même si elle a voulu le faire croire. Dans de nombreuses facs, les militants de l'UNEF majo (+TRS et TTS), ont plus suivi qu'été à l'initiative qui revenait souvent aux révolutionnaires. À cela s'ajoute, la place croissante que prend Sud sur les facs. L'UNEF sort affaiblie et en perte d'hégémonie sur les facs même s'il peut y avoir de nombreux nouveaux adhérents.

Au niveau médiatique, aussi elle n'avait pas l'hégémonie, non plus : elle était en permanence talonnée par la confédération étudiante (apparitions de Julie Coudry à la télé ont dû faire pâlir plus d'un militant majo…) et puis, par la suite, par la coordination étudiante qui était la direction du mouvement.

Dans la perspective des présidentielles, alors que l'extrême gauche prend de plus en plus de place dans les luttes et dans les élections, il s'agit de les réduire au silence. Mais, ce n'est pas simple pour la majo d'exclure tout un courant : ça fait tâche, une UNEF réunifiée plus petite qu'avant la réunification ; ça fait tâche, aussi, d'éjecter des militants hyper actifs et qui ont été à la direction du mouvement contre le CPE et dont l'écho dans la société grandit. D'où de nombreuses hésitations au sein de l'appareil de l'UNEF.

Néanmoins, la décision est prise. Il est certain que l'appareil ne pourra pas se permettre d'exclure les camarades non-exclus dans les mois qui viennent vue la situation. Ce serait un tollé et ça pourrait faire éclater l'apparente homogénéité de la direction. Du coup, comment se battre ?

Peut-on gagner en se battant seule-

ment dans l'UNEF ?

À l'UNEF, tout se gère par en haut, par des deals dans la direction. Une AGE appartient à une sensibilité, cela ne changera pas même si une autre sensibilité est majoritaire, sauf si les deals le permettent. L'accès à l'ensemble des adhérents n'est pas possible pour tous les militants de l'UNEF etc.

Dans ces conditions, c'est une illusion de croire qu'il est possible de gagner dans une bagarre interne uniquement. L'UNEF aujourd'hui pourrait s'apparenter à la CGT dans les années 70 dans de nombreuses usines. Les « gauchistes » y étaient stigmatisés et seul le rapport de force extérieur dans l'usine, c'est-à-dire l'écho, le soutient qu'ils pouvaient avoir auprès des ouvriers permettait à un militant révolutionnaire d'obtenir un mandat syndical. Et quelquefois, les ouvriers pouvaient aller jusqu'à faire des campagnes de pétition ou mener des grèves pour soutenir celui qu'ils avaient choisi comme délégué du personnel.

Cette analogie est peut-être un peu hasardeuse mais, dans l'état actuel des choses, il est impossible d'obtenir la réintégration des camarades en se battant uniquement dans l'UNEF, même si de nombreux jeunes issus du mouvement adhèrent sur des bases « saines ». Que Julliard dise deux mois, que l'exclusion serait actée est significatif. Il est possible de convaincre certains militants de la majo, un par un voire une AGE entière, mais il est impossible de gagner la bagarre seulement en interne.

Pourquoi suspendre notre participation du BN ?

Il serait juste de suspendre notre participation à toute instance de direction. Il n'est pas possible de continuer de siéger à une instance qui a exclu des camarades. Cette mesure s'adresse avant tout aux militants de base toute tendance confondue. Il n'est pas question de partir discrètement, il s'agit de le faire avec bruit pour que tous les militants de l'UNEF sachent que des camarades ne cautionnent pas certaines méthodes, qu'il existe une autre voie dans la direction. Cette mesure permettrait :

- d'affaiblir encore plus la direction. Ils sont persuadés que nous nous détestons entre nous et s'appuient sur nos divisions. Leur donner tort, nous montrer soudé est une façon de les désarçonner.
- de donner un signe audible à de nombreux militants de base ;

Par ailleurs, le BN ayant exclu deux de ses membres, se pose la question de sa légitimité. En effet, ce n'est plus le même BN que celui qui a été élu au moment du dernier congrès.

Quelle campagne extérieure ? Sur quelle base ?

Néanmoins, la seule chose qui peut faire bouger l'UNEF est une campagne extérieure. Il n'est pas possible, pour les camarades exclus, d'attendre, de courber l'échine devant une exclusion arbitraire. Cela pourrait laisser la porte ouverte à d'autres exclusions.

Certains camarades proposent la création de comité de soutien pour une UNEF démocratique. Pourquoi pas ? Il n'est pas question de créer une énième structure syndicale. Il s'agit d'un cadre temporaire dont l'objectif est la réintégration des camarades dans l'UNEF et l'adhésion à l'UNEF de l'ensemble des militants gagnés à ce cadre. Il n'est pas possible pour les camarades exclus de gagner des gens à l'UNEF puisqu'ils n'y sont plus. Pour le coup, les étudiants les prendraient sans doute pour des fous. En revanche, créer un rapport de force collectif n'est pas schizophrène. En effet, nous pensons qu'il faut militer à l'UNEF pour telle et telle raison mais l'UNEF nous a exclus : battons-nous ensemble pour que tout le monde puisse y militer, pour construire une UNEF démocratique pour tous les étudiants, une UNEF de masse et de lutte ! Il nous faudra réfléchir ensemble sur le contenu de cadre : doit-il se centrer sur la popularisation de l'exclusion, l'information sur la fac ? Doit-il mener une activité syndicale ? Sur quelle base ? Il s'agit pour nous de faire attention de ne pas tomber dans la caricature du cadre anti-UNEF, rouge etc.…

Pour le moment, les discussions ne peuvent aller plus loin. Dans plusieurs mois, si les camarades ne sont toujours pas réintégrés, sans doute faudra-t-il réfléchir à leur activité syndicale sur la durée, autonome de l'UNEF mais nous n'en sommes pas encore là.

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas à l'extérieur de mener campagne sur la base de la défense des saisines qui sont reprochées aux camarades, mais sur les questions de démocratie voire d'auto-organisation. D'une part, il est certain qu'un étudiant ne comprendra pas pourquoi nous constituons un collectif pour être réintégré à un syndicat si nous argumentons principalement sur les saisines en particulier en défendant le fait d'avoir eu à se taper dessus. C'est un peu lunaire. D'autre part, cette discussion n'a pas réellement eu lieu dans notre courant et l'ensemble des camarades ne défend pas ce qu'il s'est passé.

Quoi qu'il en soit, même si nous ne sommes pas d'accord, qu'est-ce qui nous empêche de tester cette politique ?

Fanny, [Sorbonne]

Lycées : une intervention prioritaire pour une organisation de jeunesse

À l'approche du congrès, on peut constater que l'organisation vieillit en région parisienne ! Certes elle s'est renouvelée mais ce sont essentiellement des étudiants qui nous ont rejoints avec le mouvement contre le CPE. Nous nous donnons comme objectif d'intervenir auprès de l'ensemble de la jeunesse scolarisée ou non. Recruter des lycéens à l'organisation nous permet d'avoir une organisation de jeunes et si nous intervenons dans les lycées des banlieues ou des lycées professionnels, nous pourrons même recruter plus de jeunes des milieux populaires.

Au cours des dernières années, la jeunesse s'est régulièrement mobilisée contre les réformes libérales. En 2005 contre la Loi Fillon, les lycéens sont descendus massivement dans la rue. On a pu assister à une démonstration de force de la jeunesse scolarisé, qui a tenu le cap de la grève pendant plusieurs mois alors qu'ils n'étaient pas suivis par d'autres secteurs. Lors de ce mouvement, les lycéens ont renoué avec les moyens de lutte traditionnels : blocages des lycées, auto organisation du mouvement, manifestations régulières… Ces expériences accumulées par les lycéens en 2005 ont permis au mouvement contre le CPE d'être ce qu'il a été. En effet, les lycéens devenus étudiants ont souvent été à la pointe de la mobilisation.

Les lycéens sont une force de frappe importante. Notre organisation doit s'implanter durablement dans les lycées, de manière à impulser et d'aider à la structuration des mouvements. Tout ceci passe par une activité régulière, même en dehors des périodes de mouvements (diffs de tracts, réunion publique, table devant les lycées, etc.).

Nous allons revenir sur le bilan de l'activité lycéenne du cercle Nanterre qui, même s'il n'est pas parfait, donne une idée que devrait avoir notre intervention sur les lycées. Nous avons eu une intervention spécifique sur les lycées, organisé des diffs régulières (en période de mouvement, ça monte à 1 à 2 fois par semaine, sinon en moyenne 1 fois par mois – même si ça serait mieux tous les 15 jours !) du bulletin lycéen RP, la rougeole, et d'une rougeole locale sur le 92 nord. Cela nous a permis d'avoir un suivi régulier du milieu lycéen, d'être attentif aux problèmes spécifiques sur chaque lycée, de diffuser nos idées et de rencontrer les éléments les plus combatifs. Nous avons ponctuellement organisé des tables devant les lycées pour vendre le journal ou faire signer des pétitions. Nous avons aussi organisé des réunions publiques sur des sujets d'actualité ou spécifiques au lycée. Ce fonctionnement permet d'avoir une vision globale de l'état de notre milieu lycéen sur notre secteur d'intervention.

De plus, impulser une mobilisation est possible si on prend le temps de tisser des liens de confiance avec les lycéens. Pendant les mobilisations, les militants qui diffent régulièrement sur le lycée deviennent une référence et un point d'appui pour les lycéens. Tous ces éléments ont permis au cercle Nanterre de prendre une place importante dans la mobilisation lycéenne de 2005, notamment dans le 92 nord. Dès le début, quelques lycéens se sont mis en contact avec les militants du cercle. Notre implication a été une aide politique (fournir des analyses des lois, aider à écrire des tracts, aide à la construction de la mobilisation, des blocages, construction de CAL, de coordination locale…) ainsi que matériel (tirage de tracts, prêt de mégaphone et location de camion).

Nous avons pris des initiatives. Nous avons joué un rôle décisif pour convaincre les grévistes du 92 de bloquer leurs lycées, et leur mobilisation, notamment à Renoir et Joliot-Curie qui ont été des exemples pour les autres lycées en Région Parisienne et à l'échelon national. De plus, les lycéens membres de l'organisation ont été à l'origine des cadres d'auto organisation (coordination des AG locales, parisienne et nationale). Sur le 92 nord, la formation d'une coordination locale a été un point d'appui essentiel pour développer et populariser le blocage, pour la structuration et pour étendre la lutte. Cette coordination a également permis de rencontrer des lycéens qui ont intégré le cercle pendant le mouvement.

Le travail militant sur les lycées est un travail difficile et minutieux dont on ne voit pas immédiatement les fruits. L'expérience du cercle Nanterre montre que tout ce travail est nécessaire et qu'il paie.

Aujourd'hui, l'actualité politique est brûlante : lutte des Sans-papiers, guerre, budget et sélection dans l'éducation nationale, application de la loi Fillon, élections. Le bilan actuel au niveau lycéen est assez préoccupant car notre organisation compte peu de lycéens. Pourtant ce secteur est explosif et se met en mouvement régulièrement. Nous devons faire de l'activité lycée une priorité, être à attentif aux problèmes locaux (notamment sur les questions budgétaires et avec RESF) et surtout être à l'offensive sur toutes les questions.

Fanny, Nina (Nanterre)

Pour une organisation révolutionnaire pour la jeunesse

Les évènements politiques récents ont été l'occasion de voir ce qu'est la nature des directions réformistes (sociaux-démocrates classiques et post-staliniennes), politiques et syndicales : pas de riposte face à Sarkozy pendant les révoltes de novembre, pas de mot d'ordre tirant en avant le mouvement anti-CPE que ce soit chez les salariés ou dans la jeunesse, avec un dépérissement de la présence du PC dans la jeunesse et une souvent UNEF largement dépassée là où interviennent les révolutionnaires.

Nouvelles responsabilités pour les révolutionnaires

Les révolutionnaires en revanche, et notre courant en particulier, occupent une place de plus en plus importante dans les luttes. Notre écho est disproportionné par rapport à notre poids réel. Le rapport de force au sein du mouvement ouvrier tourne en notre faveur. Plus que jamais, nous devons proposer l'unité d'action avec l'ensemble des forces face aux attaques du gouvernement. Après la victoire contre le CPE, nous avons des chances d'obtenir d'autres victoires en luttant de façon unitaire. Mais de plus, nous avons la possibilité de disputer aux directions réformistes la direction des mouvements, d'y gagner des militants et de montrer aux larges masses ce qu'est le vrai visage de ces directions.

Que ce soit lors de l'état d'urgence, où les JCR ont été à l'initiative du cadre unitaire ou dans le mouvement anti-CPE, où de A à Z nous avons cherché à maintenir l'unité en proposant des mots d'ordres à la fois unifiants et offensifs à la jeunesse, nous essayons de nous montrer à la hauteur de nos nouvelles responsabilités. Mais pour cela, il convient de nous améliorer encore, en gagnant plus largement à nos idées et en nous coordonnant plus efficacement au niveau national.

Une organisation révolutionnaire pour la jeunesse

Même si le phénomène de nouvelle génération militante est international, beaucoup de camarades dans d'autres pays d'Europe nous envient la situation française. En Italie ou dans l'État espagnol, l'heure est encore à la construction de cadres militants, notamment syndicaux, dans la jeunesse. En Grande-Bretagne, en dépit de la force exceptionnelle du mouvement anti-guerre, il existe encore de grandes difficultés pour les révolutionnaires et ceux qui sont à la gauche de Blair à s'adresser largement aux travailleurs et à la jeunesse. Pour nos camarades, un mouvement étudiant, même inférieur à celui que nous avons connu en France et en Grèce, reste inimaginable pour le moment. Le choix de cadres plus larges est, dans certains de ces cas, une obligation par défaut. Mais les menaces d'explosions ou, du moins, les immanquables scissions qui se dessinent dans le PRC, RESPECT et le SSP nous montrent les limites de ces cadres.

Que ce soit en Italie, où nos camarades gagnent de plus en plus de militants sur la base de l'opposition de gauche à la direction du PRC, au Danemark où ils se fixent comme but la transformation de l'ARV en parti révolutionnaire ou en Grande-Bretagne où l'ISG apparaît régulièrement en tant que telle, il semble de plus en plus clair qu'il faut gagner des militants sur des bases directement révolutionnaires.

En France, la situation nous permet d'imaginer une organisation, même plus large que le seul cadre de notre courant, qui poserait et trancherait la question réforme ou révolution. Cela signifie nous battre dans le cadre de la construction d'une nouvelle force pour que, dès sa constitution, celle-ci soit aussi fidèle aux intérêts des travailleurs et de la Jeunesse que l'UMP l'est à ceux du MEDEF.

Actualité du clivage réforme / révolution

La fin des « 30 glorieuses », les vingt années de mitterrandisme / jospinisme, le nouvel ordre mondial qui se dessine depuis la chute de l'URSS, l'offensive de la bourgeoisie tant sur le terrain des acquis sociaux que sur celui de l'impérialisme, l'augmentation du racisme et l'ascension de l'extrême droite dans toute l'Europe… Tout cela dessine un nouvel ordre, celui de la « mondialisation néolibérale. » Mais aux guerres, aux expulsions massives de Sans-papiers, aux privatisations, aux destructions des retraites et de la Sécu, à la casse du code du travail, nous ne sommes plus les seuls à crier « Résistance » depuis plusieurs années.

Du mouvement altermondialiste est née une véritable contestation du projet de la bourgeoisie, dont les aboutissements victorieux ont été, dans des mesures différentes, le vote non au TCE, le mouvement de révolte de novembre et le mouvement anti-CPE.

Le cycle de mobilisations ouvert en 1995 est traversé de contradictions : d'un côté, les défaites s'accumulent et les mouvements victorieux ne sont jamais que défensifs. Mais dans le même temps, les exemples latino-américains, la massivité et la radicalité des affrontements en France ainsi qu'en Grèce, la résistance des peuples au Proche Orient et la solidarité qui s'exprime à leur égard nous laissent entrevoir de bonnes perspectives d'avenir.

Face à cela, les réformistes ne donnent que des issues en deçà des possibilités de la période. Au lieu d'appeler à la lutte après le 29 Mai ou à la grève générale en mars dernier, ils n'ont de cesse de dire que tout se réglera en 2007. Toujours, ils appellent au calme et au respect des institutions, de même qu'ils entretiennent des illusions sur le droit international et l'ONU dans les conflits du Proche Orient.

Pour être à la hauteur de notre nouvelle audience, nous devons nous assurer les moyens de diffuser les idées révolutionnaires, un programme d'urgence pour la jeunesse que nous proposerons largement, tout en gardant notre identité et en la revendiquant pour gagner à la révolution la nouvelle génération militante.

JB, [Nanterre]